

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2023, ch. 4 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 157, No 7 (2023-03-29)

M

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 36

(Maintenance of Railway Operations Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 36 (sanction : 29.08.87) les art. 1 et 2, la partie I et les annexes I et II en vigueur 29.08.87 voir par. 39(1); partie IV (art. 30-38) en vigueur 01.09.87 à 0 heure 2 minutes voir TR/87-201; les parties II et III ainsi que les annexes III et IV abrogées avant leur entrée en vigueur le 31.12.2012 voir 2008, ch. 20, art. 3

Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163

(Laurier House Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux; Le ministre du Patrimoine canadien les attributions de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux aux termes du paragraphe 2(2) (TR/97-36)

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)); 1998, ch. 31, art. 52
art. 3, 1998, ch. 31, art. 54
art. 4, 1998, ch. 31, art. 53
art. 5, 1996, ch. 16, al. 60(1)); 1998, ch. 31, art. 54
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67
EEV, 1998, ch. 31, art. 52 à 54 en vigueur 21.12.98 voir TR/99-4
EEV, 1990, ch. 21 en vigueur 01.01.91 voir TR/91-2

Maladie de Lyme, Loi sur le cadre fédéral relatif à la — 2014, ch. 37

(Federal Framework on Lyme Disease Act)

Le ministre de la Santé (art. 2)

Disposition générale, 2014, ch. 37, art. 6 (examen et rapport)
EEV, 2014, ch. 37, la Loi en vigueur à la sanction 16.12.2014.

Mammifères marins (permis d'observation pour la pêche du phoque), Loi concernant le Règlement sur les — 2015, ch. 28

(Marine Mammal Regulations (seal fishery observation licence), An Act respecting the)

EEV, 2015, ch. 28, art. 1 en vigueur à la sanction 18.06.2015; dans les 60 jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi (18.08.2015), le gouverneur en conseil apporte des modifications au Règlement sur les mammifères marins voir art. 1.

Manitoba, Loi de 1870 sur le — 1870, ch. 3 (voir aussi L.R. (1985), Appendice II, no 8)

(Manitoba Act, 1870)

art. 1, 1877, ch. 6, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 3, refondu S.R. 1886, ch. 12, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1906. Voir 5 & 6 Geo. V (R.-U.), ch. 45, art. 1 (L.R., Appendice II, n° 23)
art. 4, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 5, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 20, abrogé, 1982 (R.-U.), ch. 11, art. 1 (ann. B, par. 53(1), ann. art. 2) (L.R., Appendice II, n° 44)
art. 25, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 27, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 28, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 29, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 30, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906
art. 31, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 32, refondu S.R. 1886, ch. 48, art. 2; S.R. 1906, ch. 99, art. 21, 22; S.R. 1927, ch. 124, art. 19, 20; abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, art. 35
art. 33, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 34, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906
art. 35, abrogé, 1875, ch. 49, art. 76
art. 36, omis de et abrogé par S.R. 1886
disposition générale, voir 34 & 35 Vict. (R.-U.), ch. 28, art. 5, 6 (L.R., Appendice II, n° 11)

Manitoba, Ressources naturelles (voir aussi Transfert des ressources naturelles)

(Manitoba Natural Resource)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

M

Manitoba, Ressources naturelles (voir aussi Transfert des ressources naturelles) (suite)

1930, ch. 29; 1938, ch. 36; 1948, ch. 60; 1951, ch. 53

Manutention des grains à Prince Rupert, Loi sur la — 1988, ch. 1

(Prince Rupert Grain Handling Operations Act)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1988, ch. 1 en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (20.01.88) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains à Thunder Bay, Loi sur la — 1991, ch. 31

(Thunder Bay Grain Handling Operations Act)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 31 (sanction : 11.10.91) la loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction, le 12.10.91, mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains en Colombie-Britannique, Loi sur la — 1991, ch. 25

(British Columbia Grain Handling Operations Act)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 25, à l'exception de la partie II (art. 14 à 24), entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (date de la sanction 14.06.91) mais au plus tôt douze heures après celle-ci voir par. 25(1); partie II (art. 14 à 24) en vigueur 17.12.91 voir TR/92-3

Mariage civil, Loi sur le — 2005, ch. 33

(Civil Marriage Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2.1, ajouté, 2015, ch. 29, art. 4
art. 2.2, ajouté, 2015, ch. 29, art. 4
art. 2.3, ajouté, 2015, ch. 29, art. 4
art. 5, 2013, ch. 30, art. 3; 2015, ch. 29, art. 5(A)
art. 6, 2013, ch. 30, art. 4
art. 7, 2013, ch. 30, art. 4
art. 8, 2013, ch. 30, art. 4
art. 9, 2013, ch. 30, art. 4
art. 10, 2013, ch. 30, art. 4

art. 11, 2013, ch. 30, art. 4
art. 12, 2013, ch. 30, art. 4
art. 13, 2013, ch. 30, art. 4
art. 14, abrogé, 2013, ch. 30, art. 4
art. 15, abrogé, 2013, ch. 30, art. 4
disposition générale, 2013, ch. 30, art. 2
EEV, 2005, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.07.2005
EEV, 2013, ch. 30, art. 2 et 3 en vigueur à la sanction 26.06.2013; art. 4 en vigueur, partout au Canada, 14.08.2013 voir TR/2013-93
EEV, 2015, ch. 29, art. 4 et 5 en vigueur à la sanction 18.06.2015.

Mariage (degrés prohibés), Loi sur le — 1990, ch. 46

(Marriage (Prohibited Degrees) Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2, 2005, ch. 33, art. 13
art. 3, 2005, ch. 33, art. 14
EEV, 1990, ch. 46, la présente loi entre en vigueur un an après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans une province, à la date antérieure par décret du gouverneur en conseil à la demande de cette province voir art. 6
EEV, 2005, ch. 33, art. 13 et 14 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Marine Atlantique S.C.C., Loi autorisant l'acquisition de — 1986, ch. 36

(Marine Atlantic Inc. Acquisition Authorization Act)

Le ministre des Transports

modifications corrélatives, art. 10 et 11 (voir L.R., ch. 28 (2^e suppl.), art. 1 et 2)
EEV, 1986, ch. 36 en vigueur 31.12.86 voir TR/87-25

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26

(Canada Shipping Act, 2001)

Le ministre des Transports sauf partie 5; ministre des Pêches et des Océans (partie 5)

art. 2, 2001, ch. 26, par. 323(3), ch. 29, al. 72a) et b); 2011, ch. 15, art. 37; 2014, ch. 29, art. 58
art. 4, 2005, ch. 29, art. 15
art. 8, 2018, ch. 27, art. 688
art. 10, 2003, ch. 22, al. 224v)(A); 2018, ch. 27, art. 689
art. 10.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 105
art. 10.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 690

M

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26 (suite)

- art. 11**, 2014, ch. 29, art. 59
art. 15, abrogé, 2001, ch. 29, al. 72c)
art. 16, 2001, ch. 29, al. 72d) et e); 2012, ch. 31, art. 156
art. 16.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72f)
art. 20, 2001, ch. 29, al. 72g); 2012, ch. 31, art. 157
art. 20.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.4, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 20.5, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72g)
art. 27, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 32, 2012, ch. 31, art. 158
art. 34, 2018, ch. 27, art. 691
art. 35, 2001, ch. 29, al. 72h); 2005, ch. 29, art. 16; 2012, ch. 31, art. 159; 2019, ch. 1, art. 141
art. 35.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 692
art. 36, 2012, ch. 31, art. 160(F)
art. 36.01, ajouté, 2017, ch. 20, art. 316
art. 36.1, ajouté, 2012, ch. 31, art. 161; 2017, ch. 20, al. 454g)
art. 40, 2017, ch. 26, art. 40
art. 40.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 693
art. 43, 2011, ch. 15, art. 38
art. 46, 2011, ch. 15, art. 39
art. 47, 2011, ch. 15, art. 40
art. 58, 2011, ch. 15, art. 41(F)
art. 75.01, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.02, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.03, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.04, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.05, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.06, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.07, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.08, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.09, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.1, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.11, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.12, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.13, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 75.14, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42
art. 76, 2011, ch. 15, art. 42
art. 77, 2011, ch. 15, art. 43
art. 79, 2011, ch. 15, art. 44
art. 87, 2017, ch. 26, art. 41(F)
art. 88, 2001, ch. 26, par. 323(4); 2017, ch. 26, art. 41(F)
art. 89, 2017, ch. 26, art. 41(F)
art. 90, 2017, ch. 26, art. 42(F)
art. 100, 2017, ch. 26, art. 43(F)
art. 116, 2005, ch. 29, art. 17
art. 120, 2018, ch. 27, art. 694(A)
art. 126, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)
art. 130, 2018, ch. 27, art. 695
art. 134, abrogé, 2013, ch. 28, art. 9
art. 136, 2005, ch. 29, art. 18; 2013, ch. 28, art. 10
art. 138, 2018, ch. 27, art. 696
art. 139, abrogé, 2013, ch. 28, art. 11
art. 140, 2019, ch. 1, art. 143
art. 141 à 146, abrogés, 2019, ch. 1, art. 143
art. 147, 2018, ch. 27, art. 697; abrogé, 2019, ch. 1, art. 143
art. 150, 2005, ch. 2, art. 8; 2019, ch. 1, art. 144
art. 152, 2019, ch. 1, art. 145
art. 153, 2005, ch. 29, art. 19; abrogé, 2019, ch. 1, art. 146
art. 154 à 162; abrogés, 2019, ch. 1, art. 146
art. 163, 2005, ch. 2, art. 9; abrogé, 2019, ch. 1, art. 146
art. 164, abrogé, 2019, ch. 1, art. 146
art. 165, 2005, ch. 29, art. 21; 2018, ch. 27, art. 698
art. 167, 2005, ch. 29, art. 22
art. 167.1, ajouté, 2014, ch. 29, art. 60
art. 167.2, ajouté, 2014, ch. 29, art. 60
art. 167.3, ajouté, 2014, ch. 29, art. 60
art. 167.4, ajouté, 2014, ch. 29, art. 60
art. 168, 2014, ch. 29, art. 61
art. 168.01, ajouté, 2014, ch. 29, art. 62
art. 168.1, ajouté, 2014, ch. 29, art. 63
art. 168.2, ajouté, 2014, ch. 29, art. 63
art. 168.3, ajouté, 2014, ch. 29, art. 63; 2018, ch. 27, art. 699
art. 171.1, ajouté, 2014, ch. 29, art. 64
art. 174, 2005, ch. 29, art. 23
art. 174.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23; 2018, ch. 27, art. 700
art. 175, 2005, ch. 29, art. 23; abrogé, 2014, ch. 29, art. 66
art. 175.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23; 2018, ch. 27, art. 701
art. 176, 2005, ch. 29, art. 24(A); 2014, ch. 29, art. 67
art. 177, 2005, ch. 29, art. 25
art. 179, 2005, ch. 29, art. 26
art. 180, 2005, ch. 29, art. 27; 2018, ch. 27, art. 702
art. 180.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 703
art. 180.2, ajouté, 2018, ch. 27, art. 703
art. 181, 2014, ch. 29, art. 68; 2018, ch. 27, art. 704
art. 181.1, ajouté, 2018, ch. 27, art. 705
art. 182, 2014, ch. 29, art. 69
art. 183, 2005, ch. 29, art. 28; 2014, ch. 29, art. 70
art. 184, 2014, ch. 29, art. 71
art. 185, 2005, ch. 29, art. 29; 2018, ch. 27, art. 706
art. 189, 2005, ch. 29, art. 30
art. 190, 2018, ch. 27, art. 707(A)
art. 194, 2005, ch. 29, art. 31
art. 207, 2015, ch. 3, art. 24(F)
art. 210, 2005, ch. 29, art. 32; 2014, ch. 29, art. 72; 2019, ch. 1, art. 147
art. 211, 2014, ch. 29, art. 73
art. 226, 2019, ch. 1, art. 148
art. 228, 2014, ch. 29, art. 74
art. 229, 2001, ch. 29, al. 72i) et j)
art. 230, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 231.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 232, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 232.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 232.2, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)
art. 234, 2001, ch. 29, al. 72l)
art. 235, 2001, ch. 29, al. 72m)
art. 239, 2001, ch. 29, al. 72n) et o)
art. 243, 2018, ch. 27, art. 708

M

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26 (suite)

art. 244, 2001, ch. 29, al. 72*p*); 2014, ch. 29, art. 75; 2018, ch. 27, art. 709; 2019, ch. 1, art. 149
art. 246, 2015, ch. 3, art. 25(F)
art. 250, 2001, ch. 26, par. 324(7)
art. 251, 2002, ch. 8, art. 195
art. 252, 2005, ch. 29, art. 33; 2014, ch. 29, art. 76
art. 259, 2015, ch. 3, art. 26(A)
art. 264, 2015, ch. 3, art. 27
art. 268.1, 2014, ch. 29, art. 77; 2018, ch. 27, art. 710; 2019, ch. 1, art. 150
art. 272, 2015, ch. 3, art. 28(F)
annexe 1, DORS/2007-109; DORS/2009-154; DORS/2019-136
annexe 3, abrogé, 2019, ch. 1, art. 151
dispositions de coordination, 2001, ch. 26, par. 323(3) et (4) et 324(7)
dispositions de coordination, 2001, ch. 29, art. 72
dispositions de coordination, 2002, ch. 8, art. 195
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition de coordination, 2018, ch. 27, art. 712
disposition générale, 2005, ch. 29, art. 20
dispositions générales, 2012, ch. 31, art. 162 et 163 (services rendus par les sociétés de classification) et 164 (application des règlements)
disposition générale, 2014, ch. 29, art. 65
disposition transitoire, 2018, ch. 27, art. 711
EEV, 2001, ch. 26
— art. 319, 322 à 324, 331 et 332 en vigueur à la sanction 01.11.2001;
— art. 325 à 330 entrent en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la sanction (sanctionnée le 01.11.2001) voir par. 334(2), en vigueur 30.01.2002;
— art. 1 à 270, par. 271(1) et (3) et art. 272 à 318, 321 et 333 en vigueur 01.07.2007 voir TR/2007-65
— par. 271(2) et art. 320 abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3
EEV, 2001, ch. 29, art. 72 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2002, ch. 8, art. 195 en vigueur à la sanction 27.03.2002
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2004, ch. 15, art. 105 abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2015 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*). Voir aussi *Gazette du Canada, Partie I*, n° 11, 12.03.2016, p. 744.
EEV, 2005, ch. 2, art. 8 et 9 en vigueur à la sanction 24.02.2005
EEV, 2005, ch. 29, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 15 à 33 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-95
EEV, 2008, ch. 20 (sanction: 18.06.2008), art. 3 en vigueur 18.06.2010.
EEV, 2011, ch. 15, art. 37 à 44 en vigueur à la sanction 26.06.2011
EEV, 2012, ch. 31, art. 156 à 159 et 161 en vigueur à la sanction 14.12.2012;

— art. 160 et 162 réputés être entrés en vigueur 01.07.2007 voir par. 165(1);
— par. 163(3) réputé être entré en vigueur 31.03.2004 voir par. 165(2);
— par. 163(1) et (2) et art. 164 réputés être entrés en vigueur 01.01.1999 voir par. 165(3)
EEV, 2013, ch. 28 (sanction : 19.06.2013), art. 9 à 11 en vigueur 01.12.2013 voir TR/2013-124
EEV, 2014, ch. 29, art. 58, 59, 63 à 68, par. 70(4), 71(1), (3) et (5) à (9) et art. 72 à 77 en vigueur à la sanction 09.12.2014; voir art. 79
— art 60 à 62 et 69 et les par. 70(1) à (3) et 71(2) et (4) en vigueur 22.06.2019 voir TR/2019-47
EEV, 2015, ch. 3, art. 24 à 28 en vigueur à la sanction 26.02.2015.
EEV, 2017, ch. 20, art. 316 et 454 en vigueur à la sanction 22.06.2017.
EEV, 2017, ch. 26, art. 40 à 43 en vigueur à la sanction 12.12.2017.
EEV, 2018, ch. 27, art. 688 à 712 en vigueur à la sanction 13.12.2018
EEV, 2019, ch. 1 (sanction : 28.02.2019) art. 141 à 151 en vigueur 30.07.2019 voir TR/2019-30

Marine marchande du Canada, Loi sur la

— L.R. (1970), ch. S-9

(*Shipping Act, Canada*)

Le ministre des Transports

art. 360, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
art. 361, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
EEV, 1998, ch. 16, art. 34 en vigueur 31.10.98 voir TR/98-111

Marques de commerce, Loi sur les

— L.R. (1985), ch. T-13

(*Trade-marks Act*)

Le ministre de l'Industrie voir art. 62; le ministre de l'Industrie désigné comme ministre chargé de l'application des articles 11.11 à 11.24 (TR/2017-56); le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile pour l'application des articles 51.03 à 51.12 et 53 à 53.3 voir respectivement art. 51.02 et 52

Titre intégral, 2014, ch. 20, art. 317(A)

art. 1, 2014, ch. 20, art. 318(A)

art. 2, 1993, ch. 15, art. 57, ch. 44, art. 225, al. 236(1*b*); 1994, ch. 47, art. 190; 2014, ch. 20, art. 319 et 369, ch. 32, art. 7 et 53; 2017, ch. 6, art. 60; 2018, ch. 27, art. 214(F)

art. 2.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 320

art. 4, 2014, ch. 32, art. 53 et al. 54*a*(F)

art. 5, 2014, ch. 32, art. 53

art. 6, 2014, ch. 20, art. 321, ch. 32, art. 8 et 53

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

- art. 7**, 2014, ch. 20, al. 363a)(F), ch. 32, art. 10 et 53 et al. 56a)(F)
- art. 8**, 2014, ch. 32, art. 53 et al. 54b)(F)
- art. 9**, 1990, ch. 14, art. 8; 1993, ch. 15, art. 58, ch. 44, art. 226, al. 236(1)c) et d); 1994, ch. 47, art. 191; 1999, ch. 31, art. 209(F); 2007, ch. 26, art. 6; 2014, ch. 20, art. 323 et al. 363b)(F), ch. 32, art. 11 et 53 et al. 56b)(F); 2018, ch. 27, art. 215
- art. 10**, 2014, ch. 20, art. 324, ch. 32, art. 12 et 53
- art. 10.1**, ajouté, 1990, ch. 20, art. 79
- art. 11**, 2014, ch. 20, art. 325, ch. 32, art. 13
- art. 11.01**, ajouté, 2018, ch. 27, art. 216
- art. 11.1**, ajouté, 1990, ch. 20, art. 80; 2014, ch. 20, al. 363c)(F), ch. 32, al. 56c)(F)
- art. 11.11**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2017, ch. 6, art. 61
- art. 11.12**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2017, ch. 6, art. 61
- art. 11.13**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2017, ch. 6, art. 62; 2018, ch. 27, art. 217
- art. 11.14**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363d)(F), ch. 32, al. 56d)(F); 2017, ch. 6, art. 63
- art. 11.15**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363e)(F), ch. 32, al. 56e)(F); 2017, ch. 6, art. 64
- art. 11.16**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363f)(F), ch. 32, et al. 56f)(F); 2017, ch. 6, art. 64
- art. 11.17**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2001, ch. 27, art. 271; 2014, ch. 20, al. 363g)(F), ch. 32, art. 53(F) et al. 56g)(F); 2017, ch. 6, art. 64
- art. 11.18**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; DORS/2004-85, art. 1; 2014, ch. 20, al. 363h)(F), ch. 32, et al. 56h)(F); 2017, ch. 6, art. 65
- art. 11.19**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363i)(F), ch. 32, art. 14(F); 2017, ch. 6, art. 66
- art. 11.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363j)(F), ch. 32, et al. 56j)(F); 2017, ch. 6, art. 67
- art. 11.21**, ajouté, 2017, ch. 6, art. 67
- art. 11.22**, ajouté, 2017, ch. 6, art. 67
- art. 11.23**, ajouté, 2017, ch. 6, art. 67
- art. 11.24**, ajouté, 2017, ch. 6, art. 67
- art. 12**, 1990, ch. 20, art. 81; 1993, ch. 15, art. 59(F); 1994, ch. 47, art. 193; 2007, ch. 25, art. 14; 2014, ch. 20, art. 326, ch. 32, art. 15 et 53; 2017, ch. 6, art. 68; 2018, ch. 27, art. 231 et 236
- art. 13**, abrogé, 2014, ch. 20, art. 327, abrogé, ch. 32, art. 16 et 53
- art. 14**, 1994, ch. 47, art. 194; abrogé, 2014, ch. 20, art. 328
- art. 15**, 2014, ch. 20, art. 328, ch. 32, art. 17
- art. 16**, 1994, ch. 47, art. 195; 2014, ch. 20, art. 330, ch. 32, art. 18 et 53 et al. 55a)(A)
- art. 17**, 2014, ch. 20, al. 363k)(F), ch. 32, al. 56j)(F)
- art. 18**, 2014, ch. 32, art. 19; 2018, ch. 27, art. 218
- art. 18.1**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 331, ajouté, ch. 32, art. 20
- art. 19**, 1993, ch. 15, art. 60; 2014, ch. 32, art. 53
- art. 20**, 1994, ch. 47, art. 196; 2014, ch. 20, art. 332 et al. 363l)(F), ch. 32, art. 22 et 53 et al. 56k)(F) 2017, ch. 6, art. 69; 2020, ch. 1, art. 108
- art. 21**, 2014, ch. 20, art. 333(A), ch. 32, al. 55b)(A)
- art. 22**, 2014, ch. 32, art. 23 et 53
- art. 23**, 2014, ch. 20, art. 334, ch. 32, art. 24 et 53
- art. 24**, 2014, ch. 20, art. 335(F), ch. 32, art. 25(F) et 53
- art. 25**, 2014, ch. 20, art. 336, ch. 32, art. 26 et 53
- art. 26**, 1993, ch. 15, art. 61, ch. 44, art. 227, al. 236(1)e) et f); 2014, ch. 20, art. 337, ch. 32, art. 27
- art. 28**, 1993, ch. 15, art. 62, ch. 44, art. 228, par. 236(2); 2014, ch. 20, art. 338, ch. 32, art. 28; abrogé, 2018, ch. 27, art. 255
- art. 29**, 1993, ch. 15, art. 63, ch. 44, art. 229, al. 236(1)g); 1994, ch. 47, art. 197; 2014, ch. 32, art. 28; 2018, ch. 27, art. 256
- art. 29.1**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 28
- art. 30**, 1993, ch. 15, art. 64, ch. 44, art. 230, al. 236(1)h); 1994, ch. 47, art. 198; 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 29 et 53
- art. 30.1**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 30
- art. 31**, 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 31
- art. 32**, 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 31 et 53 et al. 56l)(F); 2018, ch. 27, art. 232 et 237
- art. 33**, 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 32
- art. 34**, 1992, ch. 1, art. 133; 1993, ch. 15, par. 65(1), (2) et (4); 1994, ch. 47, art. 199; 2014, ch. 20, art. 340, ch. 32, art. 33 et 53
- art. 35**, 2014, ch. 32, art. 53
- art. 36**, 2014, ch. 20, art. 341
- art. 36.1**, ajouté, 2018, ch. 27, art. 219
- art. 37**, 2014, ch. 20, art. 342, ch. 32, art. 34
- art. 38**, 1992, ch. 1, art. 134; 1993, ch. 15, par. 66(2); 2014, ch. 20, art. 343, ch. 32, art. 35; 2018, ch. 27, art. 220 et 233
- art. 38.1**, ajouté, 2018, ch. 27, art. 221
- art. 39**, 1993, ch. 15, art. 67; 2014, ch. 20, art. 344; 2018, ch. 27, art. 234 et 235
- art. 39.1**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 36; 2018, ch. 27, art. 238
- art. 40**, 1993, ch. 15, art. 68, ch. 44, art. 231, al. 236(1)i); 1999, ch. 31, art. 210(F); 2014, ch. 20, art. 345, ch. 32, art. 37 et 53
- art. 41**, 2014, ch. 20, art. 346, ch. 32, art. 38 et 53
- art. 42**, abrogé, 2014, ch. 20, art. 347
- art. 44.1**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 348
- art. 45**, 1993, ch. 44, art. 232; 1994, ch. 47, art. 200; 2014, ch. 20, art. 349, ch. 32, art. 39 et 53; 2018, ch. 27, art. 222
- art. 45.1**, ajouté, 2018, ch. 27, art. 223
- art. 46**, 1992, ch. 1, art. 135; 2014, ch. 20, art. 350
- art. 46.1**, ajouté, 2018, ch. 27, art. 224
- art. 47.1**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 351
- art. 48**, 2014, ch. 20, art. 352, ch. 32, art. 40 et 53
- art. 49**, 2014, ch. 20, art. 353, ch. 32, art. 41
- art. 50**, 1993, ch. 15, art. 69, ch. 44, art. 233, al. 236(1)j); 1999, ch. 31, art. 211(F); 2014, ch. 32, art. 53
- art. 51**, 1996, ch. 8, al. 32(1)r)
- art. 51.01**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 42
- art. 51.02**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, art. 70
- art. 51.03**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, art. 71; 2020, ch. 1, art. 109
- art. 51.04**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, art. 72
- art. 51.05**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78a)
- art. 51.06**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, art. 73 et al. 78a) et 79a)(A); 2020, ch. 1, art. 110

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

- art. 51.07**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43
art. 51.08, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78*b*)
art. 51.09, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78*b*) et 79*b*(A)
art. 51.1, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43
art. 51.11, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78*c*)
art. 51.12, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43; 2017, ch. 6, al. 78*d*)
art. 51.13, ajouté, 2015, ch. 36, art. 66; 2018, ch. 27, art. 257
art. 52, 1993, ch. 44, art. 234; 2005, ch. 38, al. 142*j*) et par. 145(2)*j*), 2014, ch. 32, art. 44
art. 53, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 53; 2018, ch. 23, art. 17
art. 53.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 53; 2018, ch. 23, art. 18
art. 53.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 45 et 53; 2018, ch. 27, art. 225
art. 53.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 45 et 53
art. 55, 2014, ch. 32, art. 46
art. 56, 2018, ch. 27, art. 226
art. 57, 2014, ch. 20, art. 354, ch. 32, art. 47
art. 60, 1993, ch. 44, art. 235, al. 236(1)*j*) et par. 238(4); 2014, ch. 32, art. 48
art. 61, 2002, ch. 8, art. 177; 2014, ch. 20, art. 355; 2017, ch. 6, art. 74
art. 62, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)*x*)
art. 63, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)*x*) et par. 62(2); 2014, ch. 20, art. 370
art. 64, 2014, ch. 20, art. 356, ch. 32, art. 49
art. 65, 1993, ch. 15, art. 70; 1994, ch. 47, art. 201; 2014, ch. 20, art. 357, ch. 32, art. 50; 2015, ch. 36, art. 67; 2014, ch. 20, par. 367(85); 2018, ch. 27, art. 227 et 258
art. 65.1, 2014, ch. 20, art. 358
art. 65.2, ajouté, 2017, ch. 6, art. 75
art. 65.3, ajouté, 2018, ch. 27, art. 228
art. 66, 2015, ch. 36, art. 68
art. 67, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71
art. 68, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71
art. 68.1, ajouté, 2017, ch. 6, art. 76
art. 68.2, ajouté, 2018, ch. 27, art. 229
art. 69, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71; 2014, ch. 20, art. 359 (avant modification), ch. 32, art. 51, abrogé, ch. 32, art. 52, ch. 20, art. 358.1 et al. 367(88)*a*) et *b*), abrogé, ch. 20, art. 358.2
art. 69.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359 et al. 367(88)*c*)
art. 70, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359, ajouté, ch. 32, art. 51, ch. 20, al. 367(88)*a*) et *c*); 2015, ch. 36, art. 69; 2018, ch. 27, art. 230
art. 71, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359, ajouté, ch. 32, art. 51, ch. 20, al. 367(88)*a*) et *c*)
art. 72, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359, ajouté, ch. 32, art. 51, ch. 20, al. 367(88)*a*) et *c*)
art. 73, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359 et al. 367(88)*c*)
annexe, ajoutée, 2017, ch. 6, art. 77
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition de coordination, 2014, ch. 20, par. 367(1) à (103)
disposition de coordination, 2017, ch. 6, art. 134
disposition de coordination, 2018, ch. 23, art. 49
disposition de coordination, 2018, ch. 27, art. 239 à 241 et 261 à 263
disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3)
dispositions générales, 2014, ch. 20, art. 322, 329, 360 (*remplacer* « marchandises »), 361 (*remplacer* « trade-mark(s) et Trade-mark(s)(A)»), 362 (*remplacer* « trade-name(A)») et 366 (terminologie)
dispositions générales, 2014, ch. 32, art. 9, 53 (*remplacer* « marchandises »), 54(F) (*remplacer* « colis »), 55(A) (*remplacer* « date of filing ») et 56(F) (*remplacer* « utiliser »...)
disposition générale, 2017, ch. 6, art. 76 (intertitre)
dispositions transitoires, 1993, ch. 44, al. 236(2) à 238(3)
disposition transitoire, 2014, ch. 32, art. 57
dispositions transitoires, 2017, ch. 6, art. 76
EEV, ch. 14, art. 8 en vigueur 12.06.90
EEV, 1990, ch. 20, art. 79-81 en vigueur 01.08.90 voir TR/90-90
EEV, 1992, ch. 1, art. 133 à 135, art. 145, ann. VIII, art. 30(F) en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 1993, ch. 15, art. 57 à 64 et 67 à 71 en vigueur 09.06.93 voir TR/93-84; art. 65 et 66 en vigueur 15.01.94 voir TR/94-224
EEV, 1993, ch. 44, art. 225 à 238 en vigueur 01.01.94 voir TR/94-1
EEV, 1994, ch. 47, art. 190 à 201 en vigueur 01.01.96 voir TR/96-1
EEV, 1995, ch. 1, art. 62 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48
EEV, 1996, ch. 8, art. 32 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69
EEV, 1999, ch. 31, art. 209 à 211 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 27, art. 271 en vigueur 28.06.2002 voir TR/2002-97
EEV, 2002, ch. 8, art. 177 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109
EEV, DORS/2004-85, par. 1(3) et (4) en vigueur 22.04.2004, par. 1(2) en vigueur 31.12.2008, et par. 1(1) en vigueur 31.12.2013 voir art. 2
EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119
EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), art. 14 en vigueur 17.12.2007 voir TR/2007-117
EEV, 2007, ch. 26 (sanction : 22.06.2007), art. 6 en vigueur 31.01.2008 voir TR/2008-18
EEV, 2014, ch. 20, art. 367, 369 et 370 en vigueur à la sanction 19.06.2014;
— art. 317 à 358, 359 à 362 et 366 en vigueur 17.06.2019 voir TR/2018-100 et par. 368(1), tel que modifié par al. 367(88)*d*) ; *mais*;
— par. 319(3) et art. 332 abrogés avant leur entrée en vigueur voir *respectivement* par. 367(5) et (29);
— art. 358.1, ajouté par al. 367(88)*b*), en vigueur 05.10.2018 voir TR/2018-94;
— art. 358.2, ajouté par al. 367(88)*b*), en vigueur 18.06.2019 voir TR/2018-100 et par. 368(2), tel que modifié par al. 367(88)*d*);

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

- art. 358.3 ajouté par al. 367(88)b); [*Remarque* : art. 358.3 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2017, ch. 6, par. 134(9)];
- art. 359, tel que modifié, voir al. 367(88)c);
- art. 363 abrogé avant son entrée en vigueur voir par. 367(100).
- EEV, 2014, ch. 32, par. 7(1) et (4), art. 10, 11 et 14, par. 15(2), art. 19, 22, 25 et 26, par. 37(2), art. 42, 45, 46, 53, 54 et 56 en vigueur à la sanction 09.12.2014;
- par. 7(3), art. 23, 48 et 57 en vigueur 17.06.2019 voir TR/2018-100;
- par. 7(6), art. 43 et 44 en vigueur 01.01.2015 voir TR/2014-107;
- [*Remarque* : art. 21 supprimé avant la sanction royale.]
- art. 27 et 28 en vigueur 05.10.2018 voir TR/2018-94;
- par. 50(3) en vigueur 05.11.2018 voir TR/2018-49 mais abrogé à son entrée en vigueur voir 2014, ch. 20, par. 367(85);
- art. 51 et 52 abrogés avant leur entrée en vigueur voir 2014, ch. 20, par. 367(87) et al. (88)a);
- par. 7(2) et (5), art. 8, 9, 12 et 13, par. 15(1), (3) et (4), art. 16 à 18, 20, 24 et 29 à 36, par. 37(1) et (3), art. 38 à 41, 47 et 49, par. 50(1) et (2) et art. 55 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir par. 63(1) – Non en vigueur
- par. 12(3), édicté par 2014, ch. 32, par. 15(4), modifié par 2018, ch. 27, art. 236;
- al. 32(1)a), édicté par 2014, ch. 32, art. 31, modifié par 2018, ch. 27, art. 237;
- al. 39.1(1)a) et b), édicté par 2014, ch. 32, art. 36, modifié par 2018, ch. 27, art. 238.
- EEV, 2015, ch. 36, art. 70 en vigueur à la sanction 23.06.2015;
- art. 66 en vigueur 24.06.2016 voir par. 72(5);
- art. 67 et par. 69(2) en vigueur 17.06.2019 voir TR/2018-100 et par. 72(3);
- art. 68 en vigueur 05.11.2018 voir TR/2018-49;
- par. 69(1) en vigueur 17.06.2019 voir par. 72(6) et TR/2018-100.
- EEV, 2017, ch. 6, art. 134 en vigueur à la sanction 16.05.2017; art. 60 à 79 en vigueur 21.09.2017 voir TR/2017-47.
- EEV, 2018, ch. 23, art. 49 en vigueur à la sanction 25.10.2018; art. 17 et 18 en vigueur 30.12.2018 voir TR/2018-101 et son décret modifiant TR/2018-108
- EEV, 2018, ch. 27, art. 218, 231 à 241, par. 258(2) art. 261 à 263 et par. 276(2) en vigueur à la sanction 13.12.2018;
- art. 214 entre en vigueur dès le premier jour où l'art. 340 de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014* et l'art. 33 de la *Loi à combattre la contrefaçon de produits* sont tous deux en vigueur ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi voir par. 242(1). [*Remarque* : art. 33 de la *Loi à combattre la contrefaçon de produits* abrogé avant l'entrée en vigueur voir 2014, ch. 20, art. 367];
- art. 215 à 217, 219, 221 à 223 et 225 à 228 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date visée au par. 368(1) de la *Loi n° 1 sur*

- le plan d'action économique de 2014* (18.06.2019 voir TR/2018-100) voir par. 242(2) – Non en vigueur;
- art. 220, 224, 229 et 230 en vigueur 18.06.2019 voir par. 242(3) et TR/2018-100;
- art. 255 à 257 et par. 258(1) en vigueur 28.06.2021 voir alinéa 264b) et TR/2021-30.
- EEV, 2020, ch. 1 (sanction : 13.03.2020) art. 108 à 110 en vigueur 01.07.2020 voir par. 213(1), TR/2020-33 et TR/2020-46.

Marques olympiques et paralympiques, Loi sur les — 2007, ch. 25

(*Olympic and Paralympic Marks Act*)

Le ministre de l'Industrie

- art. 3**, 2017, ch. 6, art. 130
- art. 5**, 2014, ch. 20, art. 364, ch. 32, art. 61
- ann. 2**, 2007, ch. 25, art. 13; DORS/2009-332
- ann. 3**, 2007, ch. 25, art. 13
- disposition de coordination, 2014, ch. 20, art. 367
- dispositions générales, 2014, ch. 20, art. 365 (remplace « *wares* » et 366 (terminologie))
- disposition générale, 2014, ch. 32, art. 62 (*remplacer* « *marchandises* » par « *produits* »)
- EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), la loi, à l'exception de l'art. 13, en vigueur 17.12.2007 voir TR/2007-117; art. 13 en vigueur 30.12.2010 voir par. 15(2)
- EEV, 2014, ch. 20, art. 367 en vigueur à la sanction 19.06.2014; art. 364 à 366 en vigueur 17.06.2019 voir TR/2018-100.
- EEV, 2014, ch. 32, art. 61 et 62 en vigueur à la sanction 09.12.2014.
- EEV, 2017, ch. 6 (sanction : 16.05.2017), art. 130 en vigueur 21.09.2017 voir TR/2017-47.

Meaford, Havre de (1866, ch. 78) — 1907-08, ch. 46

(*Meaford Harbour (1866, c. 78)*)

Le ministre des Transports

Médaille canadienne du maintien de la paix, Loi sur la — 1997, ch. 31

(*Canadian Peacekeeping Service Medal Act*)

Le ministre de la Défense nationale

- art. 7**, 2005, ch. 10, art. 12
- art. 8**, 1999, ch. 31, art. 40(F); 2000, ch. 12, art. 69
- EEV, 1997, ch. 31 en vigueur à la sanction 25.04.97
- EEV, 1999, ch. 31, art. 40 en vigueur à la sanction 17.06.99

M

Médaille canadienne du maintien de la paix, Loi sur la — 1997, ch. 31 (suite)

EEV, 2000, ch. 12, art. 69 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
 EEV, 2005, ch. 10, art. 12 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

**Médiation en matière d'endettement agricole,
 Loi sur la — 1997, ch. 21**
(Farm Debt Mediation Act)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

art. 2, 1999, ch. 28, art. 161; 2015, ch. 2, art. 141
art. 7, 2015, ch. 2, art. 142
art. 9, 2015, ch. 2, art. 143
art. 10, 2015, ch. 2, art. 144
art. 13, 2015, ch. 2, art. 145
art. 14, 2015, ch. 2, art. 146
art. 19, 2015, ch. 2, art. 147
art. 21, 2015, ch. 2, art. 148
art. 24, 2015, ch. 2, art. 149
art. 25, 2015, ch. 2, art. 150
art. 26, 2015, ch. 2, art. 151(A)
art. 28, 2015, ch. 2, art. 152
 EEV, 1997, ch. 21 en vigueur 01.04.98 *voir* TR/98-52
 EEV, 1999, ch. 28, art. 161 en vigueur 28.06.99 *voir* TR/99-70
 EEV, 2015, ch. 2 (sanction : 25.02.2015), art. 141 à 147 et 149 à 152 en vigueur 27.02.2015 *voir* TR/2015-17;
 — art. 148 en vigueur 17.12.2016 *voir* TR/2016-72.

**Mesures d'aide liées au coût de l'énergie, Loi
 sur les — 2005, ch. 49**
(Energy Costs Assistance Measures Act)

Le ministre des Finances

art. 3, 2005, ch. 49, art. 11; 2012, ch. 19, al. 694*b*); 2013, ch. 40, al. 238(1)*e*)
 disposition de coordination, 2005, ch. 49, art. 11
 EEV, 2005, ch. 49 en vigueur à la sanction 25.11.2005
 EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 694*b*) en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17
 EEV, 2013, ch. 40, al. 238(1)*e*) en vigueur à la sanction 12.12.2013

**Mesures de réformes équitables concernant les
 réfugiés, Loi sur des — 2010, ch. 8 *voir* Loi
 sur l'immigration et la protection des
 réfugiés**
(Balanced Refugee Reform Act)

**Mesures de réinsertion et d'indemnisation des
 militaires et vétérans des Forces
 canadiennes, Loi sur les — 2005, ch. 21**
Voir : Bien-être des vétérans, Loi sur le
(Canadian Forces Members and Veterans Re-
establishment and Compensation Act)

**Mesures de transparence dans le secteur
 extractif, Loi sur les
 — 2014, ch. 39, art. 376**
(Extractive Sector Transparency Measures Act)

Le ministre des Ressources naturelles (TR/2015-39)

EEV, 2014, ch. 39, art. 376 (art. 1 à 30), la loi en vigueur 01.06.2015 *voir* TR/2015-43.

**Mesures d'urgence, Loi sur les
 — L.R. (1985), ch. 22 (4^e suppl.)**
(Emergencies Act)

Le ministre de la Défense nationale

art. 4, 2001, ch. 27, art. 248
art. 30, 1992, ch. 49, art. 125; 2001, ch. 27, art. 249
art. 52, 1993, ch. 34, art. 61; 2002, ch. 8, al. 182(1)*m*)
art. 62, 2022, ch. 10, art. 248
 EEV, L.R., ch. 22 (4^e suppl.) loi en vigueur 21.07.88
 EEV, 1992, ch. 49, art. 125 en vigueur 01.02.93 *voir* TR/93-16
 EEV, 1993, ch. 34, art. 61 en vigueur à la sanction 23.06.93
 EEV, 2001, ch. 27, art. 248 et 249 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
 EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
 EEV, 2022, ch. 10 (sanction : 23.06.2022), art. 248 en vigueur 26.07.2022 *voir* TR/2022-35

**Mesures économiques spéciales, Loi sur les
 — 1992, ch. 17**
(Special Economic Measures Act)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 2, 2022, ch. 10, art. 436
art. 3.1, 2022, ch. 10, art. 437
art. 4, 2017, ch. 21, art. 17, 2022, ch. 10, art. 438
art. 5, 2001, ch. 4, art. 120; 2022, ch. 10, art. 439
art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)*z.2*); 2022, ch. 10, art. 440
art. 6.1, ajouté, 2022, ch. 10, art. 441
art. 6.2, ajouté, 2022, ch. 10, art. 441
art. 6.3, ajouté, 2022, ch. 10, art. 441
art. 7, 2022, ch. 10, art. 442

M

Mesures économiques spéciales, Loi sur les — 1992, ch. 17 (suite)

art. 7.1, ajouté, 2022, ch. 10, art. 443
art. 9, 2002, ch. 22, art. 396
 disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
 EEV, 1992, ch. 17 en vigueur à la sanction 04.06.92
 EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
 EEV, 2001, ch. 4, art. 120 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
 EEV, 2002, ch. 22, art. 396 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-47
 EEV, 2017, ch. 21, art. 17 en vigueur à la sanction 18.10.2017
 EEV, 2022, ch. 10 (sanction : 23.06.2022),
 — art. 248 en vigueur 26.07.2022 voir TR/2022-35
 — art. 436 à 443 en vigueur à la sanction 23.06.2022

Mesures en réponse à la COVID-19, Loi sur des

— 2020, ch. 12

(*COVID-19 Response Measures Act*)

art. 1, titre abrégé
art. 9, 2021, ch. 23, art. 296
 EEV, 2021, ch. 23 (sanction : 29.06.2021), art. 296 réputé en vigueur 19.06.2021 voir art. 301

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29

(*Foreign Extraterritorial Measures Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

Titre intégral, 1996, ch. 28, art. 1
art. 2, 1996, ch. 28, art. 2
art. 2.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 3
art. 3, 1996, ch. 28, art. 4
art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)m); 1996, ch. 28, art. 5(F); 1997, ch. 18, art. 127(F)
art. 7, 1996, ch. 28, art. 6
art. 7.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 86(F)
art. 9, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 87
art. 10, 1996, ch. 28, art. 7
annexe, ajouté, 1996, ch. 28, art. 8, ann.
 disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
 EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
 EEV, 1996, ch. 28, art. 1 à 8 en vigueur 01.01.97 voir TR/97-7
 EEV, 1997, ch. 18, art. 127(F) en vigueur 16.06.97 voir TR/97-68
 EEV, 2001, ch. 4, art. 86 et 87 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15

(*Special Import Measures Act*)

Le ministre des Finances; le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile voir 2005, ch. 38, art. 132 et par. 145(2) sauf partie I.1 et partie II, le ministre du Commerce international voir par. 77.01(1) et 77.1(1)

art. 2, ch. 23 (1^{er} suppl.), art. 1; ch. 1 (2^e suppl.), art. 197; par. 213(3), ann. III, n^o 8; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(1) et (2); 1988, ch. 65, art. 23; 1993, ch. 44, art. 201; 1994, ch. 13, al. 7(1j); 1994, ch. 47, art. 144, 185(1a) et b); 1999, ch. 12, art. 1, ch. 17, art. 180, al. 183(1a), b), c), (2a)(A); 2000, ch. 12, art. 291; 2001, ch. 25, art. 91; 2005, ch. 38, art. 132, al. 134a) à c), al. 135a)(A) et al. 145(2)i); 2010, ch. 12, art. 1782; 2014, ch. 20, art. 428; 2016, ch. 7, art. 192; 2017, ch. 20, art. 68; 2020, ch. 1, art. 72; 2022, ch. 10, art. 191
art. 2.1, ajouté, 2022, ch. 10, art. 192
art. 3, 1994, ch. 47, art. 145, al. 185(2a)(A); 1999, ch. 12, art. 2; 2017, ch. 20, art. 69
art. 4, 1988, ch. 65, art. 25; 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1d); 2005, ch. 38, al. 134d)
art. 5, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1e); 2005, ch. 38, al. 134e); 2022, ch. 10, art. 193
art. 6, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 12, al. 52a)(A), ch. 17, al. 183(1f); 2005, ch. 38, al. 134f); 2017, ch. 20, art. 70; 2022, ch. 10, art. 194
art. 7, 1994, ch. 47, art. 147, al. 185(1c); 1999, ch. 17, al. 183(1g); 2005, ch. 38, al. 134g)
art. 7.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 148
art. 7.2, ajouté, 2016, ch. 7, art. 193
partie I, ajoutée, 1988, ch. 65, art. 24
art. 8, ch. 1 (2^e suppl.), art. 198; 1988, ch. 65, art. 26; 1993, ch. 44, art. 202; 1994, ch. 47, art. 149, al. 185(2b)(A) et c)(A); 1997, ch. 14, art. 88; 1999, ch. 12, art. 3 et al. 52b)(A), ch. 17, al. 183(1h), i) et 184a) et b); 2001, ch. 25, art. 92; 2005, ch. 38, al. 134h); 2016, ch. 7, art. 194
art. 9, 1988, ch. 65, art. 27; 1990, ch. 8, art. 69; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
art. 9.01, ajouté, 1993, ch. 44, art. 204; 2020, ch. 1, art. 73
art. 9.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28
art. 9.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1j); 2005, ch. 38, al. 134i); 2017, ch. 20, art. 71
art. 9.21, ajouté, 1993, ch. 44, art. 205; 1999, ch. 17, al. 183(1k); 2005, ch. 38, al. 134j); 2017, ch. 20, art. 72; 2020, ch. 1, art. 74
art. 9.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1l); 2005, ch. 38, al. 134k); 2017, ch. 20, art. 73
art. 9.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1993, ch. 44, art. 206; 1999, ch. 12, art. 4
art. 10, 1999, ch. 17, al. 183(1m); 2005, ch. 38, al. 134l)
art. 11, ch. 1 (2^e suppl.), art. 199; 1994, ch. 47, art. 150; 1999, ch. 17, al. 183(1n); 2001, ch. 25, art. 93
art. 12, 1988, ch. 65, art. 29; 1990, ch. 8, art. 70; 1993, ch. 44, art. 207; 1999, ch. 12, art. 5, ch. 17, al. 183(1o) et

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- al. 184c); 2002, ch. 8, art. 169(A) et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134m)
- art. 13.1**, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 200; 1988, ch. 65, art. 30; abrogé, 2001, ch. 25, art. 94
- art. 13.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 151; 1999, ch. 12, art. 6, ch. 17, al. 183(1)p), q), (3)a)(F) et al. 184d); 2001, ch. 25, art. 95; 2005, ch. 38, al. 134n) et al. 136a)(F); 2017, ch. 20, art. 74
- art. 14**, 1997, ch. 14, art. 89
- art. 15**, 1999, ch. 17, al. 183(1)r); 2005, ch. 38, al. 134o)
- art. 16**, 1994, ch. 47, art. 153; 1999, ch. 17, al. 183(1)s) et t); 2005, ch. 38, al. 134p) et q); 2017, ch. 20, art. 75
- art. 17**, 1994, ch. 47, art. 154; 1999, ch. 17, al. 183(1)u); 2005, ch. 38, al. 134r)
- art. 18**, 1999, ch. 17, al. 183(1)u); 2005, ch. 38, al. 134r)
- art. 19**, 1994, ch. 47, art. 155; 1999, ch. 17, al. 183(1)u); 2005, ch. 38, al. 134r)
- art. 20**, 1994, ch. 47, art. 156; 1999, ch. 12, art. 7, ch. 17, al. 183(1)u) et al. 184e); 2002, ch. 19, art. 16; 2004, ch. 38, al. 134r)
- art. 21**, 1999, ch. 12, art. 8
- art. 23.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 157
- art. 25**, 1994, ch. 47, art. 158; 1999, ch. 17, al. 183(1)v); 2005, ch. 38, al. 134s)
- art. 26**, 1999, ch. 12, art. 9
- art. 27**, 1999, ch. 12, art. 10
- art. 29**, 1999, ch. 17, al. 183(1)w); 2005, ch. 38, al. 134t)
- art. 30**, 1999, ch. 12, art. 11
- art. 30.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 12; 2016, ch. 7, art. 195; abrogé, 2017, ch. 20, art. 76
- art. 30.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 13(A), ch. 17, al. 183(1)x) et 184f)(A); 2005, ch. 38, al. 134u)
- art. 30.3**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 14, ch. 17, al. 183(1)y) et al. 184g); 2005, ch. 38, al. 134v)
- art. 30.4**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 17, al. 183(1)z); 2005, ch. 38, al. 134w)
- art. 31**, 1994, ch. 47, art. 160; 1999, ch. 12, art. 15, ch. 17, al. 183(1)z.1); 2005, ch. 38, al. 134x); 2022, ch. 10, art. 195
- art. 31.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 161; 1999, ch. 17, art. 181, al. 183(1)z.2); 2005, ch. 38, al. 134y)
- art. 32**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(3); 1994, ch. 47, art. 162; 1999, ch. 12, art. 16, ch. 17, al. 183(1)z.3) et al. 184h); 2005, ch. 38, al. 134z); 2022, ch. 10, art. 196
- art. 33**, 1994, ch. 47, art. 163; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.3); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 34**, 1994, ch. 47, art. 164; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184i); 2005, ch. 38, al. 134z); 2014, ch. 20, art. 429 et al. 443a) et 444a)
- art. 35**, 1994, ch. 47, art. 165; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184i); 2005, ch. 38, al. 134z); 2014, ch. 20, al. 443b) et 444b); 2016, ch. 7, art. 196; 2017, ch. 20, art. 77
- art. 35.1**, ajouté, 1997, ch. 14, art. 90; 1999, ch. 12, art. 18, ch. 17, al. 183(1)z.3 et 184k); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 36**, 1994, ch. 47, art. 165; abrogé, 1999, ch. 12, art. 19, ch. 17, al. 183(1)z.3); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 37**, 1999, ch. 12, art. 20, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184l); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 37.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 21, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184m); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 38**, 1994, ch. 47, art. 166, al. 185(1)d); 1999, ch. 12, art. 22, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184n) et o); 2005, ch. 38, al. 134z); 2014, ch. 20, al. 443c) et 444c); 2016, ch. 7, art. 197; 2017, ch. 20, art. 78
- art. 39**, 1994, ch. 47, al. 186a); 1999, ch. 12, art. 23, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184p); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 40**, abrogé, 1999, ch. 12, art. 24
- art. 41**, 1994, ch. 47, art. 167 et al. 185(1)e), 186b et c); 1999, ch. 12, art. 25, ch. 17, al. 183(1)z.4) et 184q); 2005, ch. 38, al. 134z.1); 2014, ch. 20, al. 443d) et 444d); 2017, ch. 20, art. 79
- art. 41.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 31; 1993, ch. 44, art. 208; 1994, ch. 47, al. 186d); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.4); 2005, ch. 38, al. 134z.1); 2014, ch. 20, art. 430 et al. 443e) et 444e); 2017, ch. 20, art. 80
- art. 41.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 168; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.4); 2005, ch. 38, al. 134z.1)
- art. 42**, 1994, ch. 47, art. 169; 1999, ch. 12, art. 26 et al. 52c)(A); 2014, ch. 20, art. 431 et al. 444f); 2017, ch. 20, art. 81; 2022, ch. 10, art. 197
- art. 43**, 1988, ch. 65, art. 32; 1993, ch. 44, art. 209; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.2); 2014, ch. 20, art. 432 et al. 444g); 2020, ch. 1, art. 75
- art. 44**, 1988, ch. 65, art. 33; 1990, ch. 8, art. 71; 2002, ch. 8, art. 170(A) et al. 182(1)z.10); 2014, ch. 20, art. 433 et al. 443f) et 444h)
- art. 45**, 1999, ch. 12, art. 27; 2014, ch. 20, al. 443f) et 444i)
- art. 46**, 1994, ch. 47, art. 170, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.6); 2005, ch. 38, al. 134z.3)
- art. 47**, 1988, ch. 65, art. 34; 1993, ch. 44, art. 210; 1997, ch. 14, art. 91; 1999, ch. 12, art. 28, ch. 17, al. 183(1)z.7); 2005, ch. 38, al. 134z.4); 2014, ch. 20, art. 434 et al. 444j)
- art. 48**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(4)
- art. 49**, 1994, ch. 47, art. 171, al. 185(2)d)(A); 1999, ch. 12, art. 29, ch. 17, al. 183(1)z.8) et 184r); 2005, ch. 38, al. 134z.5); 2016, ch. 7, art. 198; 2017, ch. 20, art. 82
- art. 50**, 1994, ch. 47, art. 172; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.8); 2005, ch. 38, al. 134z.5)
- art. 50.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 172
- art. 51**, 1994, ch. 47, art. 173, al. 186e); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.9); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 51.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 30, ch. 17, al. 184s); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 52**, 1994, ch. 47, art. 174; 1999, ch. 12, art. 31 et al. 52d)(A), ch. 17, al. 183(1)z.9) et 184t); 2005, ch. 38, al. 134z.6); 2014, ch. 20, al. 443g) et 444k); 2017, ch. 20, art. 83
- art. 53**, 1988, ch. 65, art. 35; 1994, ch. 47, art. 175, al. 186f); 1999, ch. 12, art. 32, ch. 17, al. 183(1)z.10), z.11) et 184u) et v); 2005, ch. 38, al. 134z.7); 2014, ch. 20, al. 443h) et 444l)
- art. 53.1**, 1988, ch. 65, art. 36; 1993, ch. 44, art. 211; 1994, ch. 47, al. 186g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.12); 2005,

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- ch. 38, al. 134z.8); 2014, ch. 20, art. 435 et al. 443i) et 444m)
- art. 55**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 202; 1994, ch. 47, art. 176, al. 185(1f); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.13); 2005, ch. 38, al. 134z.9)
- art. 55.1**, ajouté, 2017, ch. 20, art. 84
- art. 56**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 203; 1988, ch. 65, art. 37; 1993, ch. 44, art. 212; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.14), (3)b)(F), c)(F); 2005, ch. 38, al. 134z.10) et 136b)(F) et c)(F); 2017, ch. 20, art. 85; 2020, ch. 1, art. 76
- art. 57**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 204; 1988, ch. 65, art. 38; 1993, ch. 44, art. 213; 1999, ch. 12, art. 33, ch. 17, al. 183(1)z.15) et 184w); 2005, ch. 38, al. 134z.11)
- art. 58**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 205; 1988, ch. 65, art. 39; 1993, ch. 44, art. 214; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.16); 2005, ch. 38, al. 134z.12); 2020, ch. 1, art. 77
- art. 59**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 206; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(5); 1988, ch. 65, art. 40; 1993, ch. 44, art. 215; 1999, ch. 12, art. 34, ch. 17, al. 183(1)z.17), z.18) et 184x), y) et z); 2002, ch. 8, art. 171; 2005, ch. 38, al. 134z.13); 2020, ch. 1, art. 78
- art. 60**, 1994, ch. 47, art. 177, al. 185(1)g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.19); 2001, ch. 25, art. 96; 2005, ch. 38, al. 134z.14)
- art. 60.1**, ajouté, 2001, ch. 25, art. 97; 2017, ch. 20, art. 86
- art. 61**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(6); 1993, ch. 44, art. 216; 1999, ch. 12, art. 35, ch. 17, al. 183(1)z.20); 2005, ch. 38, al. 134z.15); 2014, ch. 20, art. 436 et al. 443j) et 444n); 2017, ch. 20, art. 87
- art. 62**, ch. 49 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(7); 1990, ch. 8, art. 72; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.21); 2005, ch. 38, al. 134z.16); 2017, ch. 20, art. 88
- art. 62.1**, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 207; 1994, ch. 47, art. 178; abrogé, 2001, ch. 25, art. 98
- art. 63**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 64**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 65**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 66**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 67**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 68**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 69**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 70**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89; 2020, ch. 1, art. 79
- art. 71**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89; 2022, ch. 10, art. 198
- art. 72**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 208; abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89; 2022, ch. 10, art. 199
- art. 73**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 74**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 75**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8); ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 75.1**, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 75.2**, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 75.3**, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 75.4**, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 75.5**, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 75.6**, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 75.7**, ajouté, 2017, ch. 20, art. 89
- art. 76**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(9); 1988, ch. 65, art. 41; 1993, ch. 44, art. 217; 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 183(1)z.22), z.23); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11)
- art. 76.01**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.17); 2014, ch. 20, art. 437 et al. 444o); 2017, ch. 20, art. 90; 2022, ch. 10, art. 200
- art. 76.02**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.18); 2014, ch. 20, art. 438 et al. 444p)
- art. 76.03**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.19); 2014, ch. 20, art. 439 et al. 443k) et 444q); 2017, ch. 20, art. 91; 2022, ch. 10, art. 201
- art. 76.04**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36; 2020, ch. 1, art. 80
- art. 76.1**, ajouté, 1994, ch. 47, 179; 1999, ch. 12, art. 37, ch. 17, al. 183(1)z.24) et 184z.4) et z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.20); 2017, ch. 20, art. 92
- art. 77**, abrogé, L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(10); ajouté, 1997, ch. 14, art. 92
- partie I.1**, (art. 77.01 à 77.038), ajoutée, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.01**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1994, ch. 47, art. 180; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 38, ch. 17, al. 183(1)z.25), z.26) et 184z.6); 2002, ch. 8, art. 172 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.21) et z.22); 2017, ch. 20, art. 93; 2020, ch. 1, art. 82; 2022, ch. 10, art. 202
- art. 77.011**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)b)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 135b)(A); 2020, ch. 1, art. 83
- art. 77.012**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 12, art. 39, ch. 17, al. 184z.7); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135c)(A); 2020, ch. 1, art. 84
- art. 77.013**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)c)(A); 2005, ch. 38, al. 135d)(A); 2017, ch. 20, art. 94; 2020, ch. 1, art. 85
- art. 77.014**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.015**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 86
- art. 77.016**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.017**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 87
- art. 77.018**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 87
- art. 77.019**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 88
- art. 77.02**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 77.021**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(3)d)(F); 2005, ch. 38, al. 136d)(F); 2020, ch. 1, art. 89
- art. 77.022**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 90
- art. 77.023**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 91
- art. 77.024**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 92
- art. 77.025**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 93
- art. 77.026**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.027**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2020, ch. 1, art. 94
- art. 77.028**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 94
- art. 77.029**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 95
- art. 77.03**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 96
- art. 77.031**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2020, ch. 1, art. 96
- art. 77.032**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 96
- art. 77.033**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 96
- art. 77.034**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 97
- art. 77.035**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 98
- art. 77.036**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 99
- art. 77.037**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2020, ch. 1, art. 100
- art. 77.038**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1994, ch. 47, art. 181; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 40, ch. 17, al. 183(1)z.27), z.28) et 184z.8); 2002, ch. 8, art. 173 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.23) et z.24); 2017, ch. 20, art. 95; 2022, ch. 10, art. 203
- art. 77.11**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)d)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) 2005, ch. 38, al. 135e)(A)
- art. 77.12**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 12, art. 41, ch. 17, al. 184z.9); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135f)(A)
- art. 77.13**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)e)(A); 2005, ch. 38, al. 135g)(A); 2017, ch. 20, art. 96
- art. 77.14**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2014, ch. 20, art. 440(F) et al. 444r)
- art. 77.15**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.16**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.17**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.18**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.19**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.21**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(3)e)(F); 2005, ch. 38, al. 136e)(F)
- art. 77.22**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.23**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.24**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2003, ch. 22, al. 225z.22)(A)
- art. 77.25**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.26**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.27**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.28**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.29**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42
- partie III :**
- art. 78**, 1999, ch. 12, art. 42, ch. 17, al. 183(1)z.29), z.30), par. (2)f)(A), (g)(A) et al. 184z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 134z.25), z.26) et 135h)(A) à j)(A)
- art. 79**, 1999, ch. 17, al. 183(2)h)(A); 2005, ch. 38, al. 135k)(A)
- art. 80**, abrogé, ch. 1 (2^e suppl.), art. 209
- art. 81**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 210; 1999, ch. 12, art. 43, ch. 17, al. 184z.12); 2005, ch. 38, al. 134z.27)
- art. 83**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)
- art. 83.1**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 219; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28); 2020, ch. 1, art. 101
- art. 84**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(11); 1999, ch. 12, art. 44, ch. 17, al. 183(1)z.32), (2)i)(A) et 184z.13) et z.14); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.29) à z.31) et 135l)(A)
- art. 85**, 1994, ch. 47, art. 182; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 86**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 87**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 88.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 45, ch. 17, al. 183(1)z.33) et 184z.15); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.32); 2022, ch. 10, art. 204
- art. 89**, 1999, ch. 12, art. 46, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 90**, 2014, ch. 20, art. 441 et al. 444s)
- art. 91**, 1988, ch. 65, art. 43; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.34), z.35); 2005, ch. 38, al. 134z.33) et z.34); 2014, ch. 20, art. 442 et al. 443l) et 444t)
- art. 93**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 211
- art. 94**, 1999, ch. 17, art. 182; 2005, ch. 38, art. 133
- art. 95**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
- art. 96**, 1994, ch. 47, al. 185(1)h); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
- art. 96.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1993, ch. 44, art. 220; 1994, ch. 47, art. 183; 1999, ch. 12, art. 47, ch. 17, al. 183(1)z.37), z.38) et 184z.16); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.36); 2017, ch. 20, art. 97; 2022, ch. 10, art. 205
- art. 96.11**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 221; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.39); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.37; 2020, ch. 1, art. 102
- art. 96.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1990, ch. 8, art. 73; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.40); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.38)
- art. 96.21**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 222; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 48(F); 2020, ch. 1, art. 103
- art. 96.3**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 49(F)
- art. 96.4**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 50, ch. 17, al. 184z.17); 2005, ch. 38, al. 134z.39)
- art. 97**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 212; 1988, ch. 65, art. 45; 1993, ch. 44, art. 223; 1994, ch. 47, art. 184; 1997, ch. 14,

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

art. 93; 1999, ch. 12, art. 51, ch. 17, al. 183(3)f)(F) et 184z.18); 2005, ch. 38, al. 134z.40); 2017, ch. 20, art. 98; 2020, ch. 1, art. 104

art. 98, ajouté, 2000, ch. 14, art. 47

disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)

disposition générale, ch. 1 (2^e suppl.), art. 201

disposition générale, 1988, ch. 65, art. 24

disposition générale, 1994, ch. 13, par. 7(3)

disposition générale, 1994, ch. 47, art. 152 et 189 — *application*

disposition générale, 2005, ch. 38, art. 137 — application

disposition générale, 2016, ch. 7, art. 200 — application des dispositions édictées ou modifiées par les art. 192 à 199 aux marchandises d'un *pays ALÉNA*

disposition générale, 2020, ch.1, art. 81 (intertitre)

dispositions transitoires *voir* ch. 41, (3^e suppl.), art. 115

dispositions transitoires, 1994, ch. 47, art. 187 et 188

dispositions transitoires, 1999, ch. 12, art. 62 à 64

disposition transitoire, 2002, ch. 8, art. 192

dispositions transitoires, 2002, ch. 19, art. 17 et 18

dispositions transitoires, 2017, ch. 20, art. 99 (application) à 101

dispositions transitoires, 2020, ch. 1, art. 105 à 107

modification conditionnelle, 1999, ch. 17, art. 184

disposition générale, 1999, ch. 17, art. 185 — application

disposition générale, 2001, ch. 25, art. 99 — application

Dispositions transitoires, 2022, ch. 10, art. 207 à 211

EEV, ch. 23 (1^{er} suppl.), par. 1(1), (2) en vigueur 16.05.85

EEV, ch. 1 (2^e suppl.), art. 197 à 212 en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206

EEV, ch. 41 (3^e suppl.), art. 115 réputé en vigueur 01.01.88 *voir* art. 139

EEV, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52 à 54 et 56 à 62 en vigueur 31.12.88 *voir* TR/89-3

EEV, 1988, ch. 65, art. 23 à 45 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9, *voir aussi* par. 150(2)

EEV, 1990, ch. 8 en vigueur 01.02.92 *voir* TR/92-6

EEV, 1993, ch. 44, art. 201 à 223 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1

EEV, 1994, ch. 13, art. 7 en vigueur à la sanction 12.05.94

EEV, 1994, ch. 47, art. 144 à 189 en vigueur 01.01.95 *voir* TR/95-5

EEV, 1997, ch. 14, art. 88 à 93 en vigueur 05.07.97 *voir* TR/97-86

EEV, 1999, ch. 12, art. 1 à 52 et 62 à 64 en vigueur 15.04.2000 *voir* TR/2000-24

EEV, 1999, ch. 17, art. 180 à 185 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111

EEV, 2000, ch. 12, art. 291 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76

EEV, 2000, ch. 14, art. 47 en vigueur à la sanction 29.06.2000

EEV, 2001, ch. 25, par. 91(1) et art. 99 en vigueur 29.11.2001 *voir* TR/2001-115; par. 91(2) et art. 92 à 98 en vigueur 01.07.2002 *voir* TR/2002-95

EEV, 2002, ch. 8, art. 169 à 173, 182 et 192 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

EEV, 2002, ch. 19, art. 16 à 18 en vigueur 30.09.2002 *voir* TR/2002-122

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 132 à 137 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1782 en vigueur 27.08.2010 *voir* TR/2010-72

EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014), art. 428 à 444 en vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-83.

EEV, 2016, ch. 7, art. 192 à 200 en vigueur à la sanction 22.06.2016 (*Remarque* : art. 200 est une disposition d'application).

EEV, 2017, ch. 20, art. 70 à 73, 76 à 83, 92 à 96, par. 97(1) et art. 102 en vigueur à la sanction 22.06.2017; art. 68, 69, 74, 75, 84 à 91, par. 97(2) et art. 98 à 101 en vigueur 26.04.2018 *voir* TR-2018-38.

EEV, 2020, ch. 1 (sanction : 13.03.2020) art. 72 à 107 en vigueur 01.07.2020 *voir* par. 213(1), TR/2020-33 et TR/2020-46.

EEV, 2022, ch. 10, art. 191 à 206 en vigueur à la sanction 23.06.2022

Mines antipersonnel, Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les — 1997, ch. 33

(*Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act*)

- a) le ministre des Affaires étrangères, chargé de l'application des dispositions de cette loi, à l'exception des articles 8, 9, 10 et 22; (TR/99-58)
- b) le ministre de la Défense nationale, chargé de l'application des articles 8, 9, 10 et 18 de cette loi; (TR/99-58)
- c) le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, chargé de l'application des articles 18 et 22 de cette loi (TR/99-58)

art. 11, 2002, ch. 8, art. 114

art. 20, 2001, ch. 34, art. 3(F)

art. 21, 1999, ch. 31, art. 7

EEV, 1997, ch. 33 en vigueur 01.03.99 *voir* TR/99-18

EEV, 1999, ch. 31, art. 7 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 34, art. 3 en vigueur à la sanction 18.12.2001

EEV, 2002, ch. 8, art. 114 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

Mingan, Loi sur le parc national de l'archipel de *voir* Parc national de l'archipel Mingan, Loi sur le

M

**Ministère de l'Agriculture et de
l'Agroalimentaire, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. A-9**

[Ancienne appellation : Ministère de l'Agriculture, Loi
sur le]

(*Department of Agriculture and Agri-Food Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Titre intégral, 1994, ch. 38, art. 1

art. 1, 1994, ch. 38, art. 2

art. 2, 1994, ch. 38, art. 3

art. 3, 1994, ch. 38, art. 4

art. 4, 1989, ch. 27, art. 20; 1994, ch. 38, art. 5

art. 5.01, ajouté, 1994, ch. 38, art. 6

art. 5.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 46

art. 6, 1992, ch. 1, art. 6; abrogé, 1994, ch. 38, art. 7

dispositions transitoires, 1994, ch. 38, art. 8 à 10

EEV, 1988, ch. 65, art. 46 en vigueur 01.01.89 voir TR/89-9

EEV, 1989, ch. 27, art. 20 en vigueur 23.02.90 voir
TR/90-41

EEV, 1992, ch. 1, art. 6 en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1994, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur 12.01.95 voir
TR/95-9

**Ministère de l'Emploi et du Développement
social — 2005, ch. 34**

[Ancienne appellation : Ministère des
Ressources humaines et du Développement
des compétences, Loi sur le]

(*Department of Employment and Social Development
Act*)

**Ministre de l'Emploi et du développement social (2013,
ch. 40, art. 206)**

Titre intégral, 2013, ch. 40, art. 204

art. 1, 2013, ch. 40, art. 205

art. 2, 2012, ch. 19, art. 223; 2013, ch. 40, art. 206; 2018,
ch. 12, art. 268

Partie 1, 2013, ch. 40, art. 207

art. 3, 2013, ch. 40, art. 208

art. 4, 2013, ch. 40, art. 209

art. 5, 2012, ch. 19, art. 687

art. 5.1, ajouté, 2018, ch. 12, art. 269 et 270

art. 5.2, ajouté, 2018, ch. 12, art. 269

art. 6, 2012, ch. 19, art. 687; 2018, ch. 12, art. 271

art. 7, 2012, ch. 19, art. 687; 2018, ch. 12, art. 272

art. 8, abrogé, 2012, ch. 19, art. 687; ajouté, 2018, ch. 12,
art. 272

art. 19.01, ajouté, 2018, ch. 12, art. 273

art. 19.02, ajouté, 2021, ch. 23, art. 262

art. 19.1, ajouté, 2009, ch. 16, art. 50; 2014, ch. 14, art. 49 et
par. 51(2), ch. 28, art. 57

art. 20, 2010, ch. 12, art. 1723; 2013, ch. 40, art. 210

art. 21, 2005, ch. 30, par. 82(2)(A)

art. 24.1, ajouté, 2018, ch. 12, art. 274

art. 27, 2011, ch. 24, art. 189

art. 28, 2005, ch. 30, par. 129(2); 2008, ch. 28, art. 132;
2012, ch. 31, art. 441

art. 28.1, ajouté, 2005, ch. 30, par. 129(2); abrogé, 2008,
ch. 28, art. 133; ajouté, 2012, ch. 19, art. 304

art. 28.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 304

art. 28.3, ajouté, 2012, ch. 19, art. 304

art. 28.4, ajouté, 2012, ch. 19, art. 304

art. 28.5, ajouté, 2018, ch. 12, art. 275

art. 29, 2010, ch. 12, art. 2201

art. 30, 2012, ch. 19, art. 282; 2018, ch. 12, art. 276

art. 32, 2012, ch. 19, art. 283

art. 33, 2012, ch. 19, art. 283

art. 34.1, ajouté, 2018, ch. 12, art. 277

art. 34.2, ajouté, 2018, ch. 12, art. 277

art. 35, 2012, ch. 19, art. 284

art. 36, 2012, ch. 19, art. 285

art. 36.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 286

art. 36.2, ajouté, 2012, ch. 19, art. 286

art. 37, 2012, ch. 19, art. 287; 2018, ch. 12, art. 278

art. 38, 2012, ch. 19, art. 288

art. 39, 2012, ch. 19, art. 289

art. 42, 2012, ch. 19, art. 290

art. 43, 2012, ch. 19, art. 291

partie 5, abrogée, 2005, ch. 34, par. 83(8); ajoutée, 2012,
ch. 19, art. 224

art. 44, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224

art. 45, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224; 2014, ch. 39, art. 252;
2021, ch. 23, art. 220

art. 45.1, ajouté, 2021, ch. 23, art. 221

art. 46 à 50, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 224

art. 50.1, ajouté, 2021, ch. 23, art. 222

art. 51, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A); 2012, ch. 19, art. 224

art. 52, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A); 2012, ch. 19, art. 224;
2021, ch. 23, art. 223

art. 53, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, abrogé, 2021, ch. 23,
art. 224

art. 54, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 225

art. 55, 2012, ch. 19, art. 224

art. 56, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 226

art. 57, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 227

art. 58, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 228

art. 58.1, ajouté, 2021, ch. 23, art. 229

art. 58.2, ajouté, 2021, ch. 23, art. 229

art. 58.3, ajouté, 2021, ch. 23, art. 229

art. 59, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 230

art. 60, 2012, ch. 19, art. 224

art. 60.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 466

art. 61, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(3); ajouté, 2012,
ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 231

art. 62, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 8, art. 231

art. 63, 2012, ch. 19, art. 224; 2014, ch. 20, art. 467

art. 63.1, ajouté, 2021, ch. 23, art. 232

art. 64, 2012, ch. 19, art. 224, ch. 31, art. 204; 2021, ch. 23,
art. 233

art. 65, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 234

art. 66, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 235

M

Ministère de l'Emploi et du Développement social — 2005, ch. 34 [Ancienne appellation : Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le] (suite)

art. 67, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 235
art. 68, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 235
art. 69, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224; 2021, ch. 23, art. 236
Partie 6 (nouvelle), ajoutée, 2012, ch. 19, art. 224
art. 70.1, 2013, ch. 40, art. 211; 2014, ch. 20, art. 485; 2018, ch. 12, art. 279
art. 71, 2005, ch. 34, par. 83(11); 2012, ch. 19, art. 224; 2013, ch. 40, art. 212; 2017, ch. 26, art. 51; 2018, ch. 12, art. 280
art. 72, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224, 2013, ch. 40, art. 213; 2018, ch. 12, art. 281
art. 73, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224; 2013, ch. 40, art. 214; 2018, ch. 12, art. 282
annexe, ajoutée, 2009, ch. 16, art. 51; 2012, ch. 18, art. 41, ch. 26, art. 50 et par. 62(52); 2014, ch. 14, art. 50, ch. 28, art. 58; 2017, ch. 8, art. 42; 2019, ch. 6, art. 11
art. 2, ajouté, 2010, ch. 4, art. 43
 disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 129
 dispositions de coordination, 2005, ch. 34, art. 82 et 83
 dispositions de coordination, 2012, ch. 25, art. 60 à 64
 disposition de coordination, 2014, ch. 14, art. 51
 disposition générale, 2013, ch. 40, art. 207
 dispositions transitoires, 2013, ch. 40, art. 217 à 220
 EEV, 2005, ch. 30, art. 129 en vigueur à la sanction 29.06.2005
 EEV, 2005, ch. 34, à l'exception des art. 82 et 83, en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-99; art. 82 et 83 en vigueur à la sanction 20.07.2005
 EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), art. 132 et 133 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) *mais voir l'erratum*, Vol. 144, n° 22, p. 2002 *re date* du C.P.
 EEV, 2009, ch. 16 (sanction : 18.06.2009), la loi en vigueur 01.08.2009 *voir* TR/2009-67
 EEV, 2010, ch. 4 (sanction : 29.06.2010), art. 43 en vigueur 15.08.2011 *voir* TR/2011-55
 EEV, 2010, ch. 12, art. 2201 en vigueur à la sanction 12.07.2010; art. 1723 en vigueur 16.03.2012 *voir* TR/2012-14
 EEV, 2011, ch. 24, art. 189 en vigueur à la sanction 15.12.2011
 EEV, 2012, ch. 18 (sanction : 29.06.2012), art. 41 en vigueur 01.10.2012 *voir* TR/2012-71
 EEV, 2012, ch. 19, art. 223 et 224 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 282 à 291, 304 et 687 en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17
 EEV, 2012, ch. 26, art. 60 à 64 en vigueur à la sanction 14.12.2012; art. 50, tel que modifié par par. 62(52), en vigueur 01.04.2013 *voir* TR/2013-16
 EEV, 2012, ch. 31, art. 204 en vigueur à la sanction 14.12.2012;
 — par. 441(1) en vigueur 07.03.2013 *voir* TR/2013-24;
 — par. 441(2) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, art. 151. *Voir aussi* par. 463(4) avant l'abrogation [*Remarque* : 2012, ch. 19, par. 609(2) abrogé par 2013, ch. 40, par. 139(1)]

— par. 463(4) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, art. 156.
 EEV, 2013, ch. 40, art. 151, 156, 204 à 214 et 217 à 220 en vigueur à la sanction 12.12.2013.
 EEV, 2014, ch. 14, art. 51 en vigueur à la sanction 19.06.2014; art. 49, tel que modifié par par. 51(2), et art. 50 en vigueur 01.10.2014 *voir* TR/2014-74.
 EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014); art. 466 et 467 en vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-83; art. 485 en vigueur 02.01.2015 *voir* TR/2014-100.
 EEV, 2014, ch. 28 (sanction : 26.11.2014), art. 57 et 58 en vigueur 01.01.2015 *voir* art. 61.
 EEV, 2014, ch. 39, art. 252 en vigueur à la sanction 16.12.2014.
 EEV, 2017, ch. 8 (sanction : 01.06.2017), art. 42 en vigueur 01.08.2017 *voir* TR/2017-37.
 EEV, 2017, ch. 26, art. 51 en vigueur à la sanction 12.12.2017
 EEV, 2018, ch. 12, art. 268, 269 et 271 à 282 en vigueur à la sanction 21.06.2018; par. 270(1) et (2) entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 283 – Non en vigueur
 EEV, 2019, ch. 6 (sanction : 27.05.2019) en vigueur 01.09.2019 *voir* TR/2019-77
 EEV, 2021, ch. 23, art. 262 en vigueur à la sanction 29.06.2021; art. 220 à 236 entrent en vigueur à la date fixée par décret du gouverneur en conseil *voir* art. 244 – Non en vigueur

Ministère de l'Environnement, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-10

(Department of the Environment Act)

Le ministre de l'Environnement

art. 4, 1995, ch. 11, art. 18; 1996, ch. 8, art. 19
art. 6, abrogé, L.R., ch. 16 (4^e suppl.), art. 146
 EEV, ch. 16 (4^e suppl.), art. 146 mais abrogé avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 33, art. 355
 EEV, 1995, ch. 11, art. 18 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68
 EEV, 1996, ch. 8, art. 19 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69
 EEV, 1999, ch. 33, art. 355 en vigueur 31.03.2000 *voir* TR/2000-15

Ministère de l'Environnement, voir Organisation du gouvernement, Loi de 1970

Ministère de l'Expansion économique régionale, Loi sur le, voir Zones spéciales, Loi sur les

M

Ministère de l'Industrie, Loi sur le — 1995, ch. 1

(Department of Industry Act)

Le ministre de l'Industrie; le ministre de l'Industrie, par. 4(2) et art. 8 à 10, 13 à 15 et 17 à 21 relativement au développement économique régional au Québec (TR/95-49 et TR/96-16))

art. 4, 2005, ch. 26, art. 20
art. 8, 2005, ch. 26, art. 22
art. 9, 2005, ch. 26, art. 23
art. 11, 1999, ch. 31, art. 72; 2004, ch. 25, art. 131
art. 12, 2001, ch. 4, art. 73; 2004, ch. 25, art. 132
art. 16, 2003, ch. 22, al. 224z.26(A); 2005, ch. 38, al. 142g) et al. 145(2j)
 disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
 disposition générale, 2005, ch. 26, art. 21
 dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25
 EEV, 1995, ch. 1 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48
 EEV, 1999, ch. 31, art. 72 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2001, ch. 4, art. 73 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
 EEV, 2003, ch. 22, al. 224z.26(A) en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 25, art. 131 et 132 en vigueur à la sanction 15.12.2004
 EEV, 2005, ch. 26, art. 20 à 23 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-101
 EEV, 2005, ch. 38, al. 145(2j) en vigueur à la sanction 03.11.2005; al. 142g) en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le — 1994, ch. 31

(Department of Citizenship and Immigration Act)

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

art. 4, 2005, ch. 38, art. 57
art. 5, 2004, ch. 15, art. 33
art. 5.1, ajouté, 2012, ch. 17, art. 78
art. 5.2, ajouté, 2012, ch. 17, art. 78
 disposition générale, TR/2013-79 tel que modifié par TR/2013-94 (ministre d'État délégué auprès du Ministre de CI)
 dispositions transitoires, 1994, ch. 31, art. 6 à 8
 EEV, 1994, ch. 31 en vigueur à la sanction 23.06.94
 EEV, 2004, ch. 15, art. 33 en vigueur 28.06.2004 voir TR/2004-66
 EEV, 2005, ch. 38, art. 57 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119
 EEV, 2012, ch. 17 (sanction : 28.06.2012), art. 78 en vigueur 29.04.2013 voir TR/2013-48

Ministère de la Justice, Loi sur le — L.R. (1985), ch. J-2

(Department of Justice Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 3, 2006, ch. 9, art. 137
art. 4.1, ajouté, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93; 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F)
art. 4.2, ajouté, 2018, ch. 29, art. 73
 dispositions transitoires, 2018, ch. 29, art. 74 et 75
 EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93 en vigueur 13.08.85 voir TR/85-153
 EEV, 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F) en vigueur à la sanction 28.02.92
 EEV, 2006, ch. 9, art. 137 en vigueur à la sanction 12.12.2006
 EEV, 2018, ch. 29, art. 81, en vigueur au premier anniversaire de la sanction (13-12-2019)

Ministère de la Santé, Loi sur le — 1996, ch. 8

(Department of Health Act)

Le ministre de la Santé

art. 4.1, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21
art. 4.2, ajouté, 2006, ch. 5, art. 21
art. 11.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 34
art. 32, 1996, ch. 8, art. 35b)
 dispositions transitoires, 1996, ch. 8, art. 13 à 15
 modification conditionnelle, 1996, ch. 8, art. 36
 EEV, 1996, ch. 8 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-69
 EEV, 2004, ch. 15, art. 34 en vigueur 13.10.2004 voir TR/2004-137
 EEV, 2006, ch. 5, art. 21 en vigueur 15.12.2006 voir TR/2006-145

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le — 2005, ch. 10

(Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act)

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile (2005, ch. 10, art. 34)

art. 4, 2007, ch. 15, art. 11
art. 5, 2012, ch. 1, al. 160e)
art. 8, 2005, ch. 10, art. 36
 disposition de coordination, 2005, ch. 10, art. 35 et 36
 EEV, 2005, ch. 10, art. 35 et 36 en vigueur à la sanction 23.03.2005; la loi, à l'exception des art. 35 et 36, en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29
 EEV, 2007, ch. 15, art. 11 en vigueur 03.08.2007 voir TR/2007-79

M

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le — 2005, ch. 10 (suite)

EEV, 2012, ch. 1 (sanction : 13.03.2012), al. 160e) en vigueur 28.02.2013 voir TR/2013-13

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Loi sur le — 2013, ch. 33, art. 174

(*Department of Foreign Affairs, Trade and Development Act*)

Le ministre des Affaires étrangères (par. 2(2)); un ministre auxiliaire pour le Commerce international (art. 4); un ministre auxiliaire du Développement international, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions relatives au développement international, à la réduction de la pauvreté et à l'aide humanitaire (art. 5)

art. 11, 2013, ch. 40, art. 175

Terminologie, 2013, ch. 33, art. 195 (modifications terminologiques dans toute disposition d'une loi fédérale, la mention du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international), art. 196 à 198 (aussi *mais* remplacer par le titre différent du ministre)

EEV, 2013, ch. 33, art. 174, 195 à 198 en vigueur à la sanction 26.06.2013

EEV, 2013, ch. 40, art. 175 en vigueur à la sanction 12.12.2013

Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le, voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Loi sur le

(*Department of External Affairs Act*)

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le — L.R. (1985), ch. V-1

(*Department of Veterans Affairs Act*)

Le ministre des Anciens Combattants

Titre intégral, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 1, 2000, ch. 34, al. 95a)(F)

art. 1.1, ajouté, 2011, ch. 24, art. 179

art. 2, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 3, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 4, 2000, ch. 34, art. 11

art. 4.1, ajouté, 2000, ch. 34, art. 12

art. 5, 1990, ch. 43, art. 1; 1999, ch. 10, art. 37; 2000, ch. 34, art. 13; 2001, ch. 4, art. 126; 2005, ch. 21, art. 100; 2011, ch. 24, art. 180; 2015, ch. 3, art. 75; 2017, ch. 20, art. 291 2018, ch. 12, art. 179

art. 5.1, ajouté, 1990, ch. 43, art. 2; 1995, ch. 18, art. 100; 2008, ch. 20, art. 3

art. 5.2, ajouté, 2000, ch. 34, art. 14

art. 6, 2000, ch. 34, art. 14; 2003, ch. 22, art. 161

art. 6.1, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 6.2, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, art. 15

art. 6.3, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.4, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.5, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.6, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2004, ch. 11, art. 27; 2019, ch. 29, al. 372(1f)

art. 6.7, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2005, ch. 35, al. 66b); 2012, ch. 19, al. 695(1c); 2013, ch. 40, al. 237(1f); 2020, ch. 11, art. 6

art. 6.8, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2003, ch. 22, al. 224z.28)(A)

art. 6.9, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 7, 1992, ch. 1, art. 140

disposition générale, 1992, ch. 24, art. 21

dispositions générales, 2000, ch. 34, art. 17 et 18

EEV, 1990, ch. 43, par. 1(5) en vigueur à la sanction 17.12.90;

— par. 1(3) et (4) en vigueur 01.10.95 voir TR/95-110;

— par. 5.1(4) édicté par l'art. 2 est réputé entré en vigueur 12.10.90 voir par. 64(2);

— par. 1(1) et (2) et les par. 5.1(1) à (3) de la *Loi sur le Ministère des anciens combattants*, édictés par l'art. 2, abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3

EEV, 1992, ch. 1, art. 140 en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1992, ch. 24, art. 21 en vigueur à la sanction voir par. 22(3)

EEV, 1995, ch. 18, art. 100 et 101 en vigueur 15.09.95 voir TR/95-108

EEV, 1999, ch. 10, art. 37 en vigueur 01.05.99 voir TR/99-46

EEV, 2000, ch. 34, art. 11, 12, 14 à 16, 94 et 95 en vigueur 27.10.2000 voir TR/2000-105;

— par. 13(1), le passage de l'art. 5 de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* précédant l'al. a), édicté par le par. 13(2), l'al. 5e.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3), par. 13(6) à (8) et art. 17 et 18 en vigueur 15.12.2002 voir TR/2002-149;

— al. 5e) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3) en vigueur 17.06.2003 voir TR/2003-131;

— al. 5a), b), c) et c.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édictés par le par. 13(2) en vigueur 12.09.2003 voir TR/2003-150 et *Erratum*, vol. 137, n° 19, p. 2428(F);

— par. 13(4) et (5) en vigueur 17.12.2012 voir TR/2012-100.

EEV, 2001, ch. 4, art. 126 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2003, ch. 22, art. 161 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 11, art. 27 en vigueur 21.05.2004 voir TR/2004-58

M

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le — L.R. (1985), ch. V-1 (suite)

EEV, 2005, ch. 21, art. 100 en vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54
 EEV, 2005, ch. 35, art. 66 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-97
 EEV, 2008, ch. 20 (sanction : 18.06.2008), art. 3 en vigueur 19.06.2010.
 EEV, 2011, ch. 24, Partie 17 (art. 179 et 180) en vigueur à la sanction 15.12.2011
 EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 695(1)c) en vigueur 01.03.2013 voir TR/2013-17
 EEV, 2013, ch. 40, al. 237(1)f) en vigueur à la sanction 12.12.2013.
 EEV, 2015, ch. 3, art. 75 en vigueur à la sanction 26.02.2015.
 EEV, 2017, ch. 20, art. 291 en vigueur à la sanction 22.06.2017
 EEV, 2018, ch. 12 (sanction : 21.06.2018), art. 179 en vigueur 01.04.2019 voir par. 185(1)
 EEV, 2019, ch. 29, (sanction : 21.06.2019) art. 372 en vigueur 15.07.2019 – voir par. 383(1)
 EEV, 2020, ch. 11, art. 6 en vigueur à la sanction (27.07.2020)

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, Loi sur le — 2018, ch. 27, art. 661 (Department for Women and Gender Equality Act)

Déposé par le ministre des Finances
 Dispositions transitoires, 2018, ch. 27, art. 661 (art. 7)
 EEV, 2018, ch. 27, art. 661 (art. 1 à 9) en vigueur à la sanction 13.12.2018

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le — L.R. (1985), ch. F-15 (Department of Fisheries and Oceans Act)

Le ministre des Pêches et des Océans
art. 4, 2015, ch. 20, art. 4; 2019, ch. 13, art. 122
 EEV, 2015, ch. 20 (sanction : 18.06.2015), art. 4 en vigueur 01.08.2015 voir TR/2015-64.

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord, Loi sur le— 2019, ch. 29, art. 337 (Department Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs)

Le ministre des Relations Couronne-Autochtones

Le ministre des Affaires du Nord

dispositions de coordination, 2019, ch. 29, art. 380
 dispositions transitoires, 2019, ch. 29, art. 341 à 344

EEV, 2019, ch. 29, (sanction 21.06.2019)
 — art. 337 (art. 1 à 20) édicte la Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord en vigueur 15.07.2019 voir art. 337.1
 — art. 341 à 344 en vigueur 15.07.2019 voir art. 383

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le voir Ministère de l'Emploi et du Développement social, Loi sur le (Department of Human Resources and Skills Development Act)

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le — 1994, ch. 41 (Department of Natural Resources Act)

Le ministre des Ressources naturelles

dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10
 EEV, 1994, ch. 41 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Ministère des Services aux Autochtones, Loi sur le— 2019, ch. 29, art. 336 (Department of Indigenous Services Act)

Le ministre des Services aux Autochtones

Disposition de coordination, 2019, ch.29, art. 379
 dispositions transitoires, 2019, ch. 29, art. 338 à 340
 EEV, 2019, ch.29, (sanction 21.06.2019)
 — art. 336 (art. 1 à 15) édicte la Loi sur le ministère des Services aux Autochtones en vigueur 15.07.2019 Voir 2019, ch. 29, art. 336.1
 — art 338 à 340 en vigueur 15.07.2019 Voir art. 383

Ministère des Transports, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-18 (Department of Transport Act)

Le ministre des Transports

art. 7, 1996, ch. 10, art. 271.1
art. 7.1, ajouté, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353; 1996, ch. 10, art. 272
art. 12, 1991, ch. 50, art. 46; 2001, ch. 4, art. 171
 EEV, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353 en vigueur 01.01.88 voir TR/88-26
 EEV, 1991, ch. 50, art. 46 en vigueur 15.09.92 voir TR/92-151

M

Ministère des Transports, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-18 (suite)

EEV, 1996, ch. 10, art. 271.1 et 272 en vigueur 01.07.96
voir TR/96-53

EEV, 2001, ch. 4, art. 171 en vigueur 01.06.2001 voir
TR/2001-71

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16 (Department of Public Works and Government Services Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

art. 2, 2001, ch. 4, art. 156; 2005, ch. 30, art. 120; 2007,
ch. 29, art. 151

art. 6, 2001, ch. 4, art. 157; 2005, ch. 30, art. 121

art. 7, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A); 2005, ch. 30, art. 122

art. 8, 2007, ch. 29, art. 152

art. 9, 2005, ch. 30, art. 123

art. 9.1, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153; 2012, ch. 19, art. 712

art. 9.2, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153

art. 10, 1999, ch. 31, art. 73(F); 2001, ch. 4, art. 158; 2002,
ch. 7, art. 157

art. 12, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A)

art. 16, 2013, ch. 33, art. 227

art. 20, 2005, ch. 30, art. 124

art. 22.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306; 2017, ch. 33, art. 224

art. 22.2, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306; 2017, ch. 33, art. 225

art. 22.3, ajouté, 2006, ch. 9, art. 306

art. 23, 2001, ch. 4, art. 159

art. 23.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 307

art. 60, 1996, ch. 16, art. 62

dispositions transitoires, 1996, ch. 16, art. 26 à 28

modification conditionnelle, 1999, ch. 31, art. 249

EEV, 1996, ch. 16, Loi, *sauf* les art. 32, 54 et 55, en vigueur
12.07.96 voir TR/96-67; art. 54 et 55 en vigueur 08.10.96
voir TR/96-91; art. 32 abrogé avant son entrée en vigueur
31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3

EEV, 1999, ch. 31, art. 73 et 249 en vigueur à la sanction
17.06.99

EEV, 2001, ch. 4, art. 156 à 159 en vigueur 01.06.2001 voir
TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 7, art. 157 en vigueur 01.04.2003 voir
TR/2003-48

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir
TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 30 (sanction : 29.06.2005), art. 124 abrogé
avant son entrée en vigueur 31.12.2016 voir 2008, ch. 20,
art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette
du Canada, Partie I*, Vol. 151, n° 9, pp. 875-876; art. 120
à 123 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir
art. 125 – Non en vigueur.

EEV, 2006, ch. 9, art. 306 et 307 en vigueur 05.05.2008 voir
TR/2008-52

EEV, 2007, ch. 29, art. 151 à 153 en vigueur à la sanction
22.06.2007

EEV, 2012, ch. 19, art. 712 en vigueur à la sanction
29.06.2012

EEV, 2013, ch. 33, art. 227 en vigueur à la sanction
26.06.2013

EEV, 2017, ch. 33 (sanction : 12.12.2017), art. 224 et 225
réputés en vigueur 01.07.2017 voir art. 229

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le — 1995, ch. 11

(Department of Canadian Heritage Act)

Le ministre du Patrimoine canadien; les attributions conférées au ministre du Patrimoine canadien en matière de mise sur pied et de mise en oeuvre de programmes visant principalement le patrimoine bâti sont transférées au ministre de l'Environnement (TR/2004-112)

art. 4, 2002, ch. 18, art. 32(F); 2003, ch. 2, art. 37; 2005,
ch. 2, art. 1; 2013, ch. 33, art. 214

art. 5, 2005, ch. 2, art. 2; 2013, ch. 33, art. 215

art. 7, 2001, ch. 4, art. 155

dispositions transitoires, 1995, ch. 11, art. 13 à 15

dispositions transitoires, 2013, ch. 33, art. 216 à 220

dispositions générales, 1995, ch. 11, art. 46, 47

EEV, 1995, ch. 11 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-68

EEV, 2001, ch. 4, art. 155 en vigueur 01.06.2001 voir
TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 18, art. 32 en vigueur à la sanction
13.06.2002

EEV, 2003, ch. 2, art. 37 en vigueur 15.06.2003 voir
TR/2003-129

EEV, 2005, ch. 2, art. 1 et 2 en vigueur à la sanction
24.02.2005

EEV, 2013, ch. 33 (sanction : 26.06.2013), art. 214 à 220 en
vigueur 30.09.2013 voir art. 224

Ministères du gouvernement voir

(Departments of Government)

Gestion des finances publiques, Loi sur la, art. 14, pour le
Ministère des Finances

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur
le

Ministère de l'Emploi et du Développement social, Loi
sur le

Ministère de l'Environnement, Loi sur le

Ministère de l'Industrie, Loi sur le

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le
Ministère des Finances (pour la *Loi sur la gestion des
finances publiques*, art. 14 voir Gestion des finances
publiques, Loi sur la)

Ministère de la Justice, Loi sur le

Ministère de la Santé, Loi sur le

M

Ministères du gouvernement voir (suite)

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le
 Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Loi sur le
 Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi sur le
 Ministère des Anciens combattants, Loi sur le
 Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le
 Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le
 Ministère des Transports, Loi sur le
 Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le
 Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le

Ministre des Finances à faire certains versements, Loi autorisant le (voir Versements, Loi autorisant le Ministre des Finances à faire certains)

(Payments, An Act to authorize the Minister of Finance to make certain)

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications au Manitoba, Loi sur la — 2000, ch. 33

(Manitoba Claim Settlements Implementation Act)

Le ministre des Relations Couronne-Autochtones (voir art. 8)

Titre intégral, 2018, ch. 27, art. 680

art. 1, 2018, ch. 27, art. 681

Partie 2 (art. 8 à 13), abrogée, 2018, ch. 27, art. 682

art. 8, 2019, ch. 29, al. 373(1)e

art. 8 to 10, abrogés, 2018, ch. 27, art. 682

art. 11, 2001, ch. 4, art. 165; 2002, ch. 3, art. 8(F); abrogé, 2018, ch. 27, art. 682

art. 12, 2002, ch. 3, art. 9; abrogé, 2018, ch. 27, art. 682

art. 13, 2002, ch. 3, art. 10; abrogé, 2018, ch. 27, art. 682

annexe, abrogée, 2018, ch. 27, art. 683

EEV, 2000, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.10.2000

EEV, 2001, ch. 4, art. 165 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2002, ch. 3, art. 8 à 10 en vigueur à la sanction 21.03.2002

EEV, 2018, ch. 27 (sanction : 13.12.2018), art. 679 à 683 en vigueur 27.08.2019 voir TR/2019-92

EEV, 2019, ch. 29 (sanction : 21.06.2019), art. 373 en vigueur 15.07.2019

Mise en quarantaine, Loi sur la — 2005, ch. 20
(Quarantine Act)

Le ministre de la Santé

art. 34, 2007, ch. 27, art. 1

art. 62.1 et 62.2, abrogés, 2019, ch. 29, art. 220

art. 63, 2007, ch. 27, art. 2

art. 71, 2007, ch. 27, art. 3

annexe, DORS/2020-53

EEV, 2005, ch. 20, la loi, à l'exception des art. 34 et 83, en vigueur 12.12.2006 voir TR/2006-143; art. 83 en vigueur à la sanction 13.05.2005; art. 34 en vigueur à la sanction du ch. 27 de 2007, 22.06.2007

EEV, 2007, ch. 27, art. 1 à 4 en vigueur à la sanction 22.06.2007 voir art. 5

EEV, 2019, ch. 29, art. 220 en vigueur à la sanction 21.06.2019

Missions étrangères et les organisations internationales, Loi sur les — 1991, ch. 41

(Foreign Missions and International Organizations Act)

Le ministre des Affaires étrangères (1995, ch. 5, par. 25(2))

art. 2, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 1

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 2

art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2000, ch. 24, art. 54; 2002, ch. 12, art. 3 et 10

art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 4

art. 10, 1995, ch. 5, al. 25(1)n)

art. 10.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 5; 2005, ch. 10, al. 34(1)n)

art. 11, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 6

art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 6

art. 13, ajouté, 2000, ch. 12, art. 119; 2002, ch. 12, art. 8

annexe IV, ajoutée, 2002, ch. 12, art. 9

disposition de coordination, 2002, ch. 12, art. 10

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

disposition générale, 2002, ch. 12, art. 7

disposition transitoire, 1991, ch. 41, art. 16

EEV, 1991, ch. 41 en vigueur 16.12.91 voir TR/92-5

EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

EEV, 2000, ch. 12, art. 119 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76

EEV, 2000, ch. 24, art. 54 en vigueur 23.10.2000 voir TR/2000-95

EEV, 2002, ch. 12 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29

M

**Modernisation de certains régimes
d'avantages et d'obligations, Loi sur la
— 2000, ch. 12**

(Modernization of Benefits and Obligations Act)

Déposé par le ministre de la Justice

art. 1.1, abrogé, 2005, ch. 33, art. 15
art. 66, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37
art. 68, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37
art. 89, abrogé, 2018, ch. 4, art. 125
art. 90, abrogé, 2018, ch. 4, art. 125
art. 134, 2001, ch. 17, art. 263(A)
art. 174, 2004, ch. 16, art. 18
art. 222, abrogé, 2000, ch. 34, al. 96b)
disposition de coordination, 2000, ch. 34, al. 96b)
modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 10
EEV, 2000, ch. 12, art. 40, 76 et 77 en vigueur à la sanction
29.06.2000;
— art. 1 à 39, 41 à 58, par. 59(1), art. 60 à 65, 67, 69 à 73,
78 à 88, 91 à 96, 98, 105, 106, 108, 110, 114, 115, 117 à
119, 121 à 127, 129 à 147, 153 à 162, 164 à 173,
par. 175(1), 176(2), art. 179, 187 à 221, 223 à 242, 248,
254 à 274, 276, 278 à 285, 289, 291, 293 et 295 à 339 en
vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76;
— art. 44.1 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163, en
vigueur 15.09.2000 voir TR/2000-85;
— art. 44.2 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163 et
modifié par l'art. 24 de la *Loi modifiant la Loi sur les
juges et une autre loi en conséquence*, 2001, ch. 7, en
vigueur 07.04.2005 voir TR/2005-30;
— par. 59(2) en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16 et
par. 340(2);
— (*Remarque* : art. 66 et 68 abrogés avant leur entrée en
vigueur par 2003, ch. 26, art. 37)
— art. 74 et 75 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-118
— art. 89 et 90 abrogés avant leur entrée en vigueur voir
2018, ch. 4, art. 125
— art. 97, 128, 174, par. 175(2), 176(1), art. 177, 178, 180 à
186, 275, 277, 286 à 288 et 290 en vigueur 01.01.2012
voir TR/2011-118;
— art. 99 à 104, 243 à 247, 249 à 253, 292 et 294 en vigueur
01.09.2003 voir TR/2003-147;
— par. 107(2) en vigueur 12.02.2001 voir TR/2001-25;
— art. 111 à 113 en vigueur 01.01.2001 voir par. 340(3);
— art. 116 en vigueur 01.01.2004 voir TR/2003-186 voir
aussi erratum *Gazette du Canada Partie II*, Vol. 139, n°9,
p. 947;
— art. 120 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76 et
par. 340(4);
— art. 148 à 152 en vigueur 04.09.2001 voir TR/2001-90
— art. 222 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2000,
ch. 34, al. 96b);
— par. 107(1) et (3) et art. 109 entrent en vigueur à la date
ou aux dates fixées par décret voir par. 340(1) – Non en
vigueur
EEV, 2000, ch. 14, art. 10 en vigueur à la sanction
29.06.2000

EEV, 2000, ch. 34, al. 96b) en vigueur à la sanction
20.10.2000
EEV, 2001, ch. 17, art. 263 est réputé entré en vigueur
31.07.2000 voir par. 263(2)
EEV, 2003, ch. 26, art. 37 en vigueur 01.03.2007 voir
TR/2007-21
EEV, 2004, ch. 16, art. 18 en vigueur à la sanction
06.05.2004
EEV, 2005, ch. 33, art. 15 en vigueur à la sanction
20.07.2005
EEV, 2018, ch. 4, art. 125 en vigueur à la sanction
29.03.2018

**Modernisation de la fonction publique, Loi sur
la — 2003, ch. 22**

(Public Service Modernization Act)

Déposé par le président du Conseil du Trésor

art. 167, 2003, ch. 22, art. 262
art. 210, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
art. 224 (z.52), abrogé, 2004, ch. 11, par. 54(4)
art. 225, 2003, ch. 22, art. 263
art. 229, 2005, ch. 38, par. 144(10)
dispositions de coordination, 2003, ch. 22, art. 262 et 263
dispositions de coordination, 2003, ch. 26, art. 70
disposition de coordination, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
disposition de coordination, 2004, ch. 11, par. 54(4)
dispositions de coordination, 2005, ch. 38, par. 144(10)
EEV, 2003, ch. 22,
— art. 1 et 262 à 283 en vigueur à la sanction 07.11.2003;
— préambule, art. 1 à 3 et la partie 1 (art. 4 à 205) de la *Loi
sur les relations de travail dans la fonction publique*,
éditée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir
TR/2005-22;
— art. 3, 4, 6 à 11 et 67 en vigueur 01.04.2005 voir
TR/2005-25;
— art. 5 en vigueur 01.12.2004 voir TR/2004-159;
— art. 14 et 19, les définitions de « ancienne Commission »,
« ancienne loi », « loi modifiée » et « nouvelle
Commission », à l'art. 68, et les art. 77 à 83 et 246 à 250
en vigueur 20.11.2003 voir TR/2003-178;
— art. 21 à 35, 85 à 87 et 251 à 261 en vigueur 01.04.2004
voir TR/2004-42;
— art. 36 à 66 et 88 à 226 en vigueur 01.04.2005 voir
TR/2005-24;
— partie 2 (art. 206 à 238) à l'exception du sous-al. 209(1)c)
(ii), de l'al. 211b) et de l'art. 231 de la *Loi sur les
relations de travail dans la fonction publique*, édictée par
l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-23;
— sous-al. 209(1)c)(ii), l'al. 211b) et l'art. 231 de la *Loi sur
les relations de travail dans la fonction publique*, édictée
par l'art. 2 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-123
— parties 3 (art. 239 et 240) et 4 (art. 241 à 252) de la *Loi
sur les relations de travail dans la fonction publique*,
éditée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir
TR/2005-24;

M

Modernisation de la fonction publique, Loi sur la — 2003, ch. 22 (suite)

- abrogation de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, L.R., ch. P-35, 31.03.2005 voir art. 285 et TR/2005-21;
- abrogation de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, L.R., ch. P-33, 30.12.2005 voir art. 284 et TR/2005-121
- art. 12 (art. 1 à 136 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans leur version édictée par l'art. 12 et art. 13 (l'annexe de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* édictée par l'art. 12), et la définition de « nouvelle loi », à l'art. 68, art. 69 à 76, et 227 à 245 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-122
- art. 15 à 18, 20, et 84 abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2013 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette du Canada, Partie I*, Vol. 148, n° 9, p. 542.
- EEV, 2003, ch. 26, art. 70 en vigueur à la sanction 07.11.2003
- EEV, 2004, ch. 7, art. 41 en vigueur à la sanction 31.03.2004
- EEV, 2004, ch. 11, art. 54 en vigueur à la sanction 22.04.2004
- EEV, 2005, ch. 38, art. 144 en vigueur à la sanction 03.11.2005

Modernisation du droit d'auteur, Loi sur la voir Loi sur le droit d'auteur — 2012, ch. 20
(*Copyright Modernization Act*)

Modification législative (Charte canadienne des droits et libertés), Loi de — L.R. (1985), ch. 31 (1^{er} suppl.)
(*Statute Law (Canadian Charter of Rights and Freedoms) Amendment Act*)

- EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93-95 en vigueur 13.08.85 voir TR/85-153; art. 1-6, 7-15, 16-91 et 95-106 en vigueur 15.10.85 voir TR/85-188; art. 7 en vigueur 13.08.86 voir TR/86-171; partie III en vigueur 02.09.86 voir TR/86-192

Mois du patrimoine juif canadien, Loi sur le — 2018, ch. 5
(*Canadian Jewish Heritage Month Act*)

- EEV, 2018, ch. 5 en vigueur à la sanction 29.03.2018

Mois du patrimoine latino-américain, Loi sur le — 2018, ch. 19
(*Latin American Heritage Month Act*)

- EEV, 2018, ch. 19 en vigueur à la sanction 21.06.2018

Mois du patrimoine sikh, Loi sur le — 2019, ch. 5

(*Sikh Heritage Month Act*)

- EEV, 2019, ch. 5 en vigueur à la sanction 29.04.2019

Monnaie, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-52
(*Currency Act*)

Le ministre des Finances (art. 2)

Titre intégral, 2018, ch. 12, art. 222

- art. 2**, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 16; 1996, ch. 16, al. 60(1)e); 1999, ch. 4, art. 9
- art. 3**, 1999, ch. 4, art. 10
- art. 4**, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17
- art. 5**, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17
- art. 6**, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17
- art. 7**, 1999, ch. 4, art. 11
- art. 7.1**, ajouté, 2018, ch. 12, art. 228
- art. 8**, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 18; 1999, ch. 4, art. 12; 2012, ch. 19, art. 388; 2018, ch. 12, art. 229
- art. 9**, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 19; 1999, ch. 4, art. 13(F); 2012, ch. 19, art. 389; 2018, ch. 12, art. 230
- art. 9.01**, ajouté, 2012, ch. 19, art. 389
- art. 9.1**, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 20; 1999, ch. 4, art. 14
- art. 17**, 1993, ch. 33, art. 1; 2005, ch. 30, art. 113; 2018, ch. 12, art. 223
- art. 17.1**, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
- art. 17.2**, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
- art. 17.3**, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
- art. 19**, 2005, ch. 30, art. 114; 2018, ch. 12, art. 224
- art. 20**, L.R., ch. 3 (4^e suppl.), art. 1; 2005, ch. 30, art. 114
- art. 21**, 2005, ch. 30, art. 114; 2012, ch. 19, art. 172
- art. 22**, 2005, ch. 30, art. 115; 2012, ch. 19, art. 173
- art. 23**, abrogé, 2005, ch. 30, art. 116
- disposition générale, 2018, ch. 12, art. 227 (intertitre)
- dispositions transitoires, 2005, ch. 30, art. 117 et 118
- disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 194 (application *re par* 21(2) et 22(2))
- annexe**, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.), art. 1; L.R., ch. 22 (2^e suppl.), art. 1; DORS/87-518; abrogée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 23
- EEV, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.) en vigueur 26.02.85
- EEV, L.R., ch. 22 (2^e suppl.) en vigueur 27.06.86
- EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
- EEV, L.R., ch. 3 (4^e suppl.) en vigueur 22.03.88
- EEV, 1993, ch. 33, art. 1 en vigueur à la sanction 23.06.93
- EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67
- EEV, 1999, ch. 4, art. 9 à 14 en vigueur 24.03.99 voir TR/99-33
- EEV, 2005, ch. 30, art. 113 à 118 en vigueur 30.12.2005 voir TR/2005-126

M

Monnaie, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-52 (suite)

EEV, 2012, ch. 19, art. 172, 173, 194, 388 et 389 en vigueur à la sanction 29.06.2012

EEV, 2018, ch. 12, art. 222 à 224 et 227 à 230 en vigueur à la sanction 21.06.2018

Monnaie royale canadienne, Loi sur la
— L.R. (1985), ch. R-9
(*Royal Canadian Mint Act*)

Le ministre des Finances (TR/2011-49)

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 1; 1996, ch. 16, al. 60(1*p*); 1999, ch. 4, art. 1; 2005, ch. 38, art. 129

art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 38, art. 130

art. 3, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2; 2014, ch. 39, art. 185; 2016, ch. 12, art. 117

art. 3.1-3.2, ajoutés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2

art. 4, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 3; 1999, ch. 4, art. 2; 2016, ch. 12, art. 118

art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3

art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3

art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogé, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 5; ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.1, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.2, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.3, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.31, ajouté, 2016, ch. 12, art. 119

art. 6.4, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.5, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.6, ajouté, 1999, ch. 4, art. 3

art. 7, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 6; 1999, ch. 4, art. 4

art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 5

art. 9, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 6(A)

art. 10, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 8

art. 11, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 9; 2006, ch. 9, art. 298

art. 12, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 10; 2016, ch. 12, art. 120

art. 14, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 11(F)

art. 16, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 12

art. 18, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 13(F); 2003, ch. 22, al. 224z.75)(A) et al. 225z.20)(A)

art. 20, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14; 1999, ch. 4, art. 7

art. 21-25, abrogés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14

annexe, ajoutée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 15; DORS/88-410; DORS/90-475; DORS/91-432; DORS/91-510; DORS/93-105; DORS/95-45; 1995, ch. 26, art. 1; DORS/96-75, DORS/96-104; DORS/96-488; DORS/98-92, DORS/98-94, DORS/98-96, DORS/98-141, DORS/98-192; 1999, ch. 4, art. 8; DORS/2000-161, DORS/2000-360; DORS/2003-250, DORS/2003-368; DORS/2005-322, DORS/2005-323, DORS/2005-324, DORS/2005-325; DORS/2006-17,

DORS/2006-233; DORS/2007-22, DORS/2007-177; DORS/11-192, DORS/11-324; DORS/14-165; DORS / 2019-178 et 179

disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 29

EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87

EEV, 1995, ch. 26, art. 1 en vigueur à la sanction 13.07.95

EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67

EEV, 1999, ch. 4 en vigueur 24.03.99 voir TR/99-33

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 38, art. 29, 129 et 130 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

EEV, 2006, ch. 9, art. 298 en vigueur à la sanction 12.12.2006

EEV, 2014, ch. 39, art. 185 en vigueur à la sanction 16.12.2014.

EEV, 2016, ch. 12, art. 117 à 120 en vigueur à la sanction 15.12.2016.

Montréal, Avances au Havre de
(*Montreal Harbour Advances*)

1914, ch. 41; 1918, ch. 5

Montréal, Gardien de port pour le havre de
— 1882, ch. 45
(*Montreal, Port Warden*)

art. 2, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 3, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 4, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 5, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 6, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 7, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 11, 1991, ch. 32, art. 5

art. 12, 1991, ch. 32, art. 6

art. 24, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 7

art. 27, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 8

art. 28, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 9

art. 29, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 30, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 31, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 32, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)

art. 33, ajouté, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2; abrogé, 1991, ch. 32, art. 10

disposition générale, 1991, ch. 32, art. 11

EEV, 1980-81-82-83, ch. 8 en vigueur à la sanction 27.06.80

EEV, 1991, ch. 32 en vigueur à la sanction 29.10.91

Montréal, Terminus de — 1929, ch. 12
(*Montreal Terminals Act*)

M

Montréal et Toronto Vente de réserves militaires — 1908, ch. 51*(Montreal and Toronto (Sale ordinance lands))***Monument national de l'Holocauste, Loi sur le — 2011, ch. 13***(National Holocaust Monument Act)***Le ministre du Patrimoine canadien** (2013, ch. 33, art. 221)

art. 2, 2013, ch. 33, art. 221

art. 7, 2013, ch. 33, art. 222

art. 8, 2013, ch. 33, art. 223

EEV, 2011, ch. 13 en vigueur à la sanction 25.03.2011

EEV, 2013, ch. 33 (sanction : 26.06.2013), art. 221 à 223 en vigueur 30.09.2013 voir art. 224

Moratoire relatif aux pétroliers, Loi sur le — 2019, ch. 26*(Oil Tanker Moratorium Act)***Le ministre des Transports 2019, ch. 26, art. 2**

EEV, 2019, ch. 26 (sanction: 21.06.2019)

Morand, Monsieur le juge Donald Raymond, pension à jouissance — 1978-79, ch. 8*(Morand, Mr. Justice Donald R., Annuity)***Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. — 1916, ch. 20***(Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. Act)***Multiculturalisme canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. 24 (4^e suppl.)***(Canadian Multiculturalism Act)***Le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion (TR/2021- 95)**

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16; 2002, ch. 7, art. 129; 2014, ch. 2, art. 38

EEV, L.R., ch. 24 (4^e suppl.) en vigueur 21.07.88

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16 en vigueur 01.04.99 voir art. 79

EEV, 2002, ch. 7, art. 129 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 38 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-34.

Musée canadien de l'immigration au Quai 21, Loi constituant un nouveau — 2010, ch. 7 voir Loi sur les musées*(Museum of Immigration at Pier 21 Act, Creating Canada's New National)***Musées, Loi sur les — 1990, ch. 3***(Museums Act)***Le ministre du Patrimoine canadien d'agir à titre de ministre pour l'application de cette loi à l'égard du Musée des beaux arts du Canada, du Musée canadien de l'histoire, du Musée canadien de la nature, du Musée national des sciences et de la technologie, du Musée canadien des droits de la personne et du Musée canadien de de l'immigration du Quai 21 (TR/2015-112 voir aussi 1995, ch. 11, art. 46)**

art. 2, 2008, ch. 9, art. 1

art. 7, 2013, ch. 38, art. 2

art. 8, 2013, ch. 38, art. 2

art. 9, 2013, ch. 38, art. 2; 2014, ch. 20, art. 193

art. 15.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2

art. 15.2, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2

art. 15.3, ajouté, 2008, ch. 9, art. 2

art. 15.4, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2

art. 15.5, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2

art. 15.6, ajouté, 2010, ch. 7, art. 2

art. 18, 1995, ch. 29, art. 46

art. 19, 2006, ch. 9, art. 279

art. 23, 2008, ch. 9, art. 3; 2010, ch. 7, art. 3

art. 24, 2003, ch. 22, al. 224z.51)(A) et 225z.7)(A)

art. 24.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 4

art. 34 à 40, abrogés, 2013, ch. 38, art. 3

art. 41, 1998, ch. 26, art. 76; abrogé, 2013, ch. 38, art. 3

art. 42 à 45, abrogés, 2013, ch. 38, art. 3

disposition générale, 1995, ch. 29, art. 47

dispositions transitoires, 1990, ch. 3, art. 34-45

disposition transitoire, 2010, ch. 7, art. 4

dispositions transitoires, 2013, ch. 38, art. 4 à 10

dispositions transitoires, 2014, ch. 20, art. 194 (définitions),

art. 195 à 199 (ouvrages de référence en ligne) et art. 200

à 204 (Musée virtuel du Canada)

EEV, 1990, ch. 3 loi en vigueur 01.07.90 voir TR/90-86

EEV, 1995, ch. 29, art. 46 et 47 en vigueur 01.11.95 voir TR/95-115

EEV, 1998, ch. 26, art. 76 en vigueur 01.01.99 voir TR/99-2

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2006, ch. 9, art. 279 en vigueur à la sanction 12.12.2006

M

Musées, Loi sur les — 1990, ch. 3 (suite)

EEV, 2008, ch. 9 (sanction : 13.03.2008), art. 1 à 4 en vigueur 10.08.2008 *voir* TR/2008-92

EEV, 2010, ch. 7 (sanction : 29.06.2010), art. 2 à 4 en vigueur 25.11.2010 *voir* TR/2010-87

EEV, 2013, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur à la sanction 12.12.2013.

EEV, 2014, ch. 20, art. 193 à 199 en vigueur 29.08.2014 *voir* TR/2014-72; art. 200 à 204 en vigueur 30.09.2014 *voir* TR/2014-72.